

# Le marché international de la banane, étude géographique d'un "Système commercial"

J.-C. MAILLARD

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DE LA BANANE :  
ETUDE GEOGRAPHIQUE D'UN «SYSTEME COMMERCIAL».  
J.-C. MAILLARD.

*Fruits*, Jun. 1985, vol. 40, n° 6, p. 367-392.

RESUME - Dans cette dixième livraison, l'auteur aborde la zone de production africaine. Sont successivement évoqués les îles Canaries, la Guinée, la Côte d'Ivoire et les deux Cameroun. L'étude s'arrête avec les Indépendances. Les évolutions récentes seront évoquées ultérieurement, ainsi que les autres pays concernés.

## Le lent essor de la production bananière en Afrique, en Asie et en Océanie.

C'est une vérité d'évidence : après un siècle d'expansion rapide, la production bananière commerciale reste une quasi-exclusivité américaine. Sans doute de gros efforts ont-ils été effectués depuis 1930 surtout pour gagner à cette culture d'autres parties des Tropiques humides, mais jamais on n'a pu, au maximum de l'exportation africaine (entre 1955 et 1963), dépasser de beaucoup 14 p. 100 du commerce mondial, et c'est ensuite avec bien de la peine que l'on parviendra avec le développement des plantations asiatiques à atteindre finalement les 18 p. 100. Ainsi en incluant dans le total les apports espagnols et portugais, c'est un quart seulement du trafic bananier qui échappe au mieux à la zone américaine dans les années 1970 (tableau 45).

Le bilan est donc, en dépit de la percée assez inattendue des Philippines, bien déséquilibré, en grande partie en raison de l'affaiblissement récent de la production africaine qui contraste ainsi brutalement avec la remarquable régularité des performances obtenues en ce domaine par ces deux très fidèles fournisseurs que sont, pour l'Europe, les îles Canaries et très secondairement Madère. C'est en effet grâce à la Reconversion variétale que l'Amérique a pu stabiliser depuis quinze à vingt ans sa part de marché.

### LE ROLE HISTORIQUE ET ACTUEL DE LA PRODUCTION PERI-AFRICAINE

Après avoir longtemps borné ses horizons à l'espace étroit, inconfortable, des îles subtropicales de l'Atlantique les plus proches de ses clientèles britanniques ou françaises, la spéculation bananière entreprend enfin entre les deux guerres d'aborder l'Afrique. Un grand demi-siècle sépare ainsi l'établissement des premières plantations à Tenerife ou à la Grande Canarie et l'expansion des bananeraies dans des domaines géographiques aussi éloignés que la Guinée française, les deux Cameroun ou la Somalie italienne ; et c'est avec une belle simultanéité que des régions sans relations bien évidentes, abordent ce secteur d'activité qui est parfois pour elles la première tentative sérieuse de mise en valeur agricole.

Ainsi en marge des progrès de la culture bananière aux îles Canaries mais très vite en concurrence avec elles, se développe à partir de la fin des années 1920 ce que nous appellerons le «Cycle colonial» de la banane africaine, tant la réussite de cette spéculation apparaît liée à un contexte politique et économique précis : la tentation protectionniste, le repli sur l'Empire. Nous aurons cependant l'occa-

**TABLEAU 45 - La part des exportations extra-américaines dans les échanges internationaux (en p. 100 du total exporté, sauf première colonne).**

	Exportations mondiales M.t.	îles de l'Atlantique dont Canaries		Afrique/Proche Orient dont Côte d'Ivoire		Asie/îles du Pacifique dont Philippines		Total des trois provenances
1930	2.5	9.3		1.1		4.2		14.6
1933	2.0	8.4		4.3		7.1		19.8
1936	2.4	6.0		7.0		6.3		19.3
1939	2.4	3.6		6.4		6.1		16.1
1942	0.7 ?	10.1		2.5		6.6		19.2
1945	1.2	6.3		2.4		0.6		9.3
1948	2.1 ?	8.4		7.7		1.6		17.7
1951	2.4	9.0	8.4	10.5	0.7	1.6		21.1
1954	2.9	7.9	7.2	11.5	0.7	2.3		21.7
1957	3.2	7.8	7.2	11.7	1.0	1.8		21.3
1960	4.0	7.1	6.5	10.4	1.7	2.7		20.2
1963	4.2	7.4	6.8	10.7	3.0	2.8		20.9
1966	5.4	7.9	7.3	7.6	2.4	8.6	...	24.1
1969	5.8	7.4	6.9	6.3	2.2	8.6	0.4	22.3
1972	6.7	5.5	5.0	7.3	2.4	9.9	6.3	22.7
1975	6.3	5.3	5.0	5.6	2.1	15.6	12.8	26.5
1978	7.3	5.7	5.1	4.7	1.9	14.0	11.4	24.4
1981	7.1	6.4	5.8	2.9	1.5	13.9	12.0	23.2

N.B.- Jusqu'à la fin des années 60, Taïwan assure l'essentiel des exportations asiatiques. Nous écrivons «Îles du Pacifique» pour tenir compte du fait qu'Hawaï est à certaines époques exportatrice vers les USA. Mais les centres de production commerciale les plus actifs se situent aujourd'hui dans l'environnement géographique immédiat de la Nouvelle-Zélande (Fidji, Samoa, Tonga).

sion de constater que loin de marquer toujours le terme d'une phase souvent brillante de leur développement, l'émancipation des territoires a été parfois pour ceux-ci l'occasion d'un nouveau départ. La disparition de quelques vieux producteurs telle la Guinée-Conakry, ne peut en effet faire oublier les succès récents de l'exportation ivoirienne ou somalienne.

**Une remarquable continuité dans la réussite : la production bananière aux îles Canaries (1880-1980).**

Dans l'histoire de la spéculation bananière les Canaries occupent une place à part. Remarquablement situées à proximité des fortes densités européennes, profitant de leur position sur l'une des Routes maritimes les mieux desservies du Globe, elles ont su en effet exploiter très tôt les avantages de leur situation et jouent ainsi pour l'Ancien Monde un rôle analogue, toutes proportions gardées, à celui de la Jamaïque dans l'espace américain.

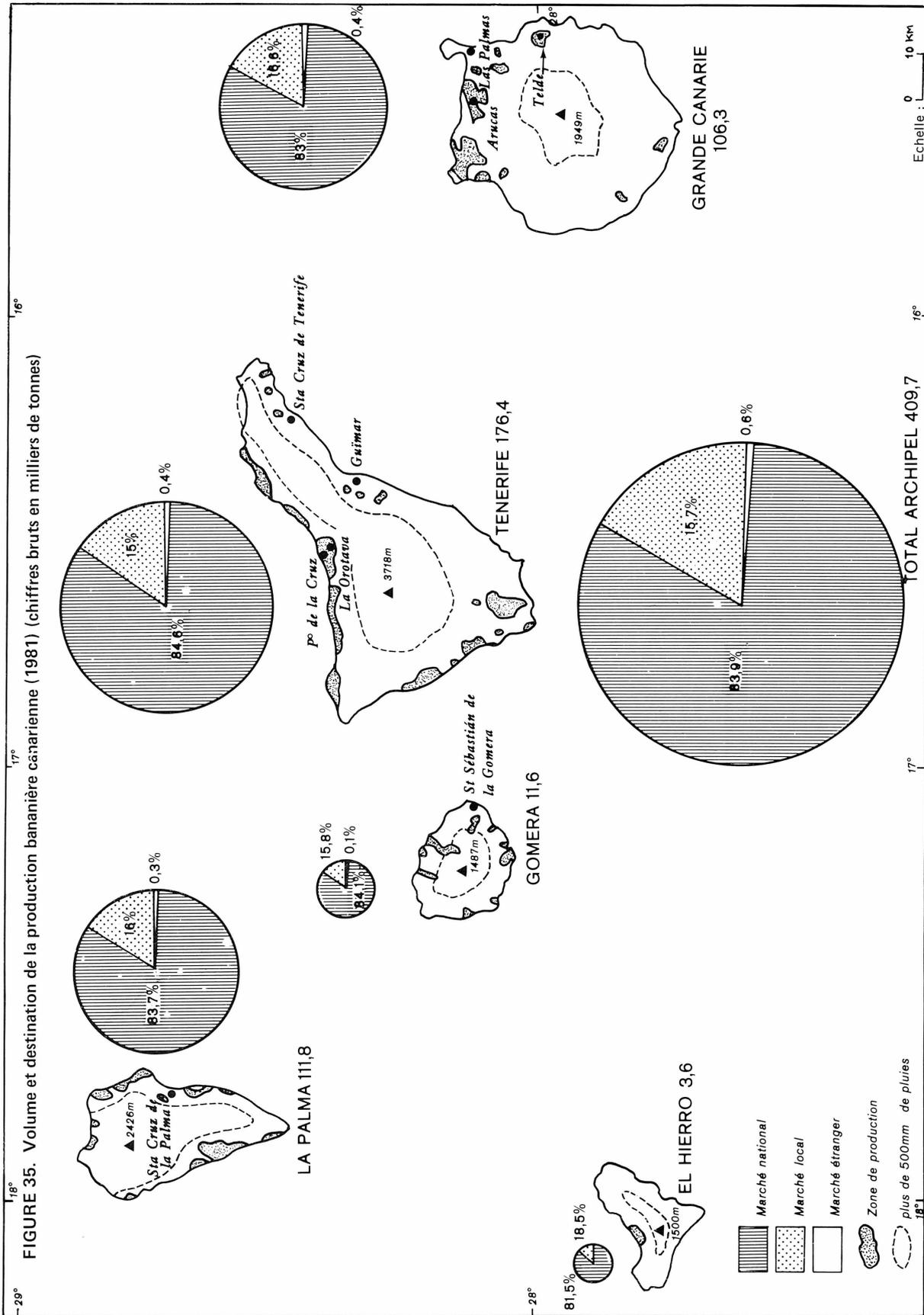
C'est à travers leurs productions que la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, découvrent la banane, et c'est tout naturellement que la Guinée française ou la Somalie seront ultérieurement amenées à choisir la variété canarienne quand elles voudront capter à leur profit la capacité de consommation de leurs métropoles respectives. La montée de cette concurrence ajoutant ses effets à l'entrée massive en Europe des fruits américains,

on comprend que les Canaries aient dû finalement se replier sur le marché péninsulaire où elles pouvaient à leur tour bénéficier d'un privilège commercial d'autant plus appréciable qu'elles n'eurent jamais à le partager sérieusement avec les possessions africaines de l'Espagne. Mais jamais dans cette longue retraite où le terrain n'est abandonné à l'adversaire qu'en dernière extrémité, les Canaries ne cesseront malgré tout de conserver une position de premier plan qui les place incontestablement parmi les premiers producteurs mondiaux et leur permet de se situer au premier rang de l'exportation péri-africaine.

Par la précocité de ses initiatives commerciales et la belle continuité dont elle témoigne en dépit de la perte de ses meilleurs clients étrangers, par le rôle qu'elle eut dans le défrichage du marché européen et l'influence qu'elle a exercé sur la mise en place de nombre de zones bananières plus récentes, la production espagnole a donc une importance qui dépasse de beaucoup la modestie relative des surfaces qu'elle met en valeur et le pourcentage limité des exportations mondiales (8 à 10 p. 100) qu'elle réalise bon an mal an depuis le début du siècle (figure 35).

*Une création parfaitement originale.*

La production canarienne s'individualise avant tout par le choix d'une variété : la «banane de Chine» dont l'origine étrangère est ainsi attestée mais dont l'introduction



fut sans doute si ancienne et l'adoption précoce qu'on ne la connaît aujourd'hui que sous le nom de «banane des Canaries». Il faut cependant attendre l'extrême fin du XIX<sup>ème</sup> siècle pour que l'on prenne pleinement conscience de son intérêt économique.

On situe en effet le lancement de la spéculation bananière dans l'archipel entre 1882 et 1884 et l'on associe habituellement l'événement au nom de Thomas FYFFE parce qu'il fut peut-être le premier à donner à ce commerce une allure massive, mais surtout parce qu'il fut indirectement à l'origine de la puissante affaire qui a gardé son nom. La «légende» veut qu'ayant été le témoin à Funchal (Madère), de l'embarquement de quelques régimes destinés au marché britannique, il ait songé dès son retour à la Grande-Canarie où il était établi à aborder cette activité en association avec quelques producteurs dont un certain WOLFSON installé dans l'île de Tenerife. Mais la réalité est sans doute plus simplement que, tenu au courant par ses activités d'import-export des premières tentatives d'exportation, il avait été le premier à comprendre que le succès de l'entreprise dépendait essentiellement de la mise en place d'une bonne organisation de la distribution en Grande-Bretagne. La relative proximité des zones de consommation, l'abondance des navires escalant dans les îles à leur retour vers l'Europe facilitaient évidemment la solution des problèmes de transport pour autant qu'on assure à la banane une protection physique efficace. Convaincre les planteurs de pousser la production ne posait pas non plus de problème dès lors qu'on leur garantissait l'écoulement des fruits dans de bonnes conditions et une juste rémunération de leur effort.

Il est probable cependant que l'histoire n'aurait pas gardé la mémoire de ce personnage si le succès de ses entreprises n'avait pas incité ses continuateurs à pérenniser son nom et à capter ainsi à leur profit la notoriété qu'il s'était acquise. C'est ce que tend à prouver le fait qu'on l'ait amené à «patronner» l'une des premières grandes sociétés fruitières britanniques, la «Fyffe, Hudson and Co Ltd» alors qu'il était semble-t-il déjà retiré des affaires et peut-être décédé, puis à partir de 1901 la «Elders and Fyffes» issue du rapprochement de celle-ci et de la Elder Dempster, spécialisée dans l'importation des fruits américains. Il suffira alors que cette entreprise ait pris entre les deux guerres le parti de développer sa publicité autour du slogan largement diffusé de la «fameuse Fyffe» pour que ce nom finisse par s'imposer au consommateur comme synonyme de qualité et qu'à l'occasion de récentes fusions, il devienne l'unique raison sociale du groupe ainsi constitué : le «Fyffes Group». Étonnant destin donc que celui de cet importateur dont on sait en fait peu de chose mais qui, par la vertu de la réussite commerciale de la société à laquelle il a prêté son nom, a pu prendre rang parmi les «pères fondateurs» de la spéculation bananière internationale, à l'égal de Minor C. KEITH ou de Lorenzo D. BAKER, le premier habile financier et constructeur ferroviaire heureux, le second hardi marin et bon gestionnaire des intérêts jamaïcains de la Boston Fruit Company. Thomas FYFFE est ainsi l'une de ces

silhouettes familières d'entrepreneurs dynamiques que l'on parvient à distinguer malgré l'éloignement aux origines de ce secteur d'activité, l'une de ces personnalités rassurantes, quelque peu mythiques, dont une publicité complaisante aime à rappeler la perspicacité, l'esprit d'innovation, la réussite. Personnages-alibis bien sûr derrière lesquels se profile inévitablement l'ombre de la UFC qui ayant, peu avant la première guerre mondiale, pris le contrôle de Elders and Fyffes, unit leurs héritages, grâce auxquels s'atténue un peu le caractère impersonnel et monolithique de la société qu'ils ont aidé à mettre au monde.

Ayant en effet, de 1903 à 1913, resserré ses liens avec cette entreprise, United Fruit s'était trouvée directement intéressée à la production canarienne après avoir puissamment contribué à l'évincer de son marché britannique et contrainte à se porter pour cette raison vers de nouvelles zones de consommation : la France après 1925, l'Allemagne dans le courant de la décennie suivante. C'est pourquoi, au moment où dans la zone américaine elle amorce une rapide expansion, on la voit également tenter aux Canaries d'exploiter les difficultés de la production locale pour élargir son emprise territoriale, ce qui lui permettra notamment de contrôler en 1925 à peu près 4.000 hectares, dont environ 500 de bananeraies. Mais cette tentative d'entrée en force sera promptement découragée et elle opérera très vite en conséquence une prudente retraite. La culture fruitière canarienne est de ce fait, aujourd'hui encore, caractérisée par la faiblesse moyenne des exploitations dont un petit nombre seulement dépassent la dizaine d'hectares. L'environnement physique des plantations, le souci de tirer le meilleur parti de l'espace mis en valeur, le manque de place et les fortes densités ont en effet ici plus qu'ailleurs limité la concentration du sol.

On peut ainsi constater, à la fin des années 1960, que près des trois-quarts de la bananeraie (mais jusqu'à 78 p. 100 pour la Province de Tenerife contre 63 p. 100 seulement à la Grande-Canarie), ont en moyenne moins d'un demi-hectare, alors que les exploitations de plus de six hectares ne dépassent guère 1 p. 100 du total (0,7 p. 100 à Ténérife, 1,3 p. 100 en Grande-Canarie). On ne saurait dire cependant si cette situation s'est trouvée sensiblement aggravée par l'évolution du marché des fruits canariens de plus en plus strictement exportés vers la Péninsule, ou si elle est au contraire un trait permanent de la bananeraie espagnole à peine retouché par la forte expansion récente des surfaces plantées encouragée par les progrès de la demande nationale. Car loin de se décourager de la perte de ses principaux débouchés étrangers, la production de l'archipel trouva au contraire dans la Péninsule l'occasion d'importants développements (tableau 46).

La chose est d'autant plus étonnante que cet essor exceptionnel est ici exactement contemporain des progrès dans l'immédiat après guerre du tourisme de masse, et que l'élan des constructions a souvent entraîné la disparition de certaines des bananeraies littorales les plus anciennes, particulièrement dans les environs immédiats de Puerto de

TABLEAU 46 - L'expansion de la bananeraie canarienne (1913-1970).

	Total (ha) dont PROVINCE G. CANARIE		PROVINCE TENERIFE		
			Tenerife	La Palma	La Gomera
1913	3 120				
1929	2 500				
1931	3 679	1 723	1 556	300	100
(1931/35)	5 114	1 750	← 3 364 →		
1940	4 758	2 158	1 894	509	197
(1943/47)	6 559	2 612	← 3 947 →		
1964	9 800	3 872	← 5 928 →		
1969	11 100	4 200	4 650	1 700	550
1970	11 340	4 210	4 730	1 820	580

Noter l'importance de la province de Tenerife (53 p. 100 des surfaces plantées en 1931 ; 55 p. 100 en 1940 60 p. 100 en 1964 ; 63 p. 100 en 1970) et le rôle particulier de l'île de Tenerife (40 à 42 p. 100 du total cultivé).

Sources : A et C pour 1913 et 1931 ; A. LOPEZ GOMEZ pour 1940 et 1970 ; CREP.

la Cruz (Tenerife). Il fallut donc pour parvenir à une telle expansion des cultures coloniser en conséquence de nouvelles régions et accepter de mettre notamment en valeur des secteurs où la sécheresse était déjà notable. C'est pourquoi vu les coûts d'aménagement de la terre et la lourdeur des frais d'irrigation, on doit constater que 5 p. 100 au moins des exploitants contrôlaient encore, selon le Recensement agricole, près du tiers de l'espace planté au début des années 1960. Nous retrouvons ainsi aux îles Canaries une situation foncière déjà rencontrée aux Antilles. Sans doute les plus grandes plantations de bananes n'obtiennent-elles pas ici des résultats très supérieurs à ceux des petites exploitations les mieux conduites vu l'intensité moyenne des pratiques agricoles ; mais la différence de niveau économique est entre ces types extrêmes trop brutale pour que l'émiettement de la bananeraie que suggèrent les statistiques fasse véritablement illusion. Il reste que sans être l'exception les domaines de plus de 50 hectares n'ont qu'une importance limitée puisqu'ils ne couvrent que 7 p. 100 de l'espace total mis en valeur (mais 10 p. 100 à Tenerife), et que la petite exploitation est bien l'élément caractéristique de la zone de production canarienne.

Les conditions de la culture expliquent en grande partie cet état de chose. Si l'on met à part quelques régions favorisées tel le «Valle de La Orotava» à Tenerife (effondrement spectaculaire au flanc Nord du Teide que bornent latéralement de puissants escarpements et où se développe en amphithéâtre face au vents porteurs d'humidité un ample versant propice à toutes les cultures mais précocement gagné à la spéculation bananière dans ses parties basses et moyennes), l'établissement des plantations ne fut en effet possible dans bien des cas qu'au prix d'un effort opiniâtre de transformation de la nature. C'est en effet, dans le Sud de Tenerife notamment sur des terres accidentées, aux dépens de zones à peu près stériles, qu'ont été souvent établies les bananeraies, d'où résulte un paysage caractéristique qui n'a d'équivalent dans aucune des autres régions

du globe où l'on cultive la banane pour l'exportation (Planche 19).

La rareté des plaines avait en effet contraint à envisager très vite l'exploitation des basses pentes en les remodelant en terrasses, mais l'activité agricole avait à partir de là gagné les versants eux-mêmes et l'on avait été amené dans ces conditions à des formules d'aménagement hardies. Seuls cependant les succès commerciaux de la banane canarienne pouvaient justifier l'ampleur des travaux réalisés et les gros investissements exigés par l'ouverture d'une «Sorriba», c'est-à-dire l'une de ces exploitations agricoles spécialement aménagées pour pallier l'insuffisance des sols naturels et permettre la mise en oeuvre des techniques de production intensives. C'est en effet l'un des plus beaux exemples qui se puisse donner de terroirs «construits».

Après avoir décapé soigneusement et mis de côté la couche superficielle, on procède au défonçage du terrain en recourant au besoin à la dynamite. Les moyens modernes de terrassement facilitent évidemment une opération jadis essentiellement manuelle. Mais les débris de roches ne sont pas éliminés. Soigneusement triés, ils sont en effet intégralement réutilisés. Les éléments les plus grossiers servent ainsi à édifier à l'aval de l'excavation réalisée un ouvrage de maçonnerie fait de blocs étroitement appareillés afin de retenir le sol. On peut alors en arrière de ce rempart artificiel procéder à des apports de terre grâce auxquels cette carrière qu'est initialement la sorriba deviendra espace cultivable. Mais ce remblaiement est en fait très méthodique. On s'efforce d'abord, en ramenant les déblais en lits successifs constitués d'éléments de plus en plus fins à mesure que se développe cette assise de pierres sèches, de constituer un soubassement suffisamment cohérent pour qu'il soit de nature à éviter ultérieurement l'assèchement trop rapide du sol, tout en limitant l'entraînement de la terre végétale avec les eaux d'infiltration. Puis on procède à l'étalement des éléments les plus fins en complétant ce

PLANCHE 19  
LES CANARIES



Phot. 1. Le bananier nain et son régime  
*(Cliché de l'auteur)*



Phot. 2. Le dispositif d'irrigation par submersion  
*(Cliché de l'auteur)*



Phot. 3. Les «vergers de bananiers»,  
paysage caractéristique  
de la côte sud-ouest de Ténérife  
*(Cliché de l'auteur)*

manteau superficiel, qui doit atteindre 70 à 80 centimètres, par des apports d'origines extérieures. Ils proviennent habituellement de régions plus élevées où une humidité plus abondante, des pentes moins fortes, permettent le développement de sols profonds mais que leur altitude excessive rendent totalement impropres à la culture bananière.

Le gros travail d'aménagement s'achève enfin avec l'édification dans les sites les plus exposés de murs de protection hauts de 2 à 2,50 m, qui ne sont pas l'un des aspects les moins typiques des plantations canariennes. Il s'agit en effet au plein sens du terme de brise-vent qui permettent de limiter les effets mécaniques des plus fortes tempêtes sans opposer pourtant à l'écoulement de l'air un obstacle hermétique, car il importe que la masse compacte de la bananeraie soit protégée de la pression continue de l'alizé sans que le flux d'humidité bénéfique qu'il apporte soit arrêté. On obtient aisément ce résultat en ménageant dans ce mur un grand nombre d'orifice soit en disposant les parpaings en ordre lâche, soit en utilisant des éléments de poterie ajourés. Par les multiples cloisonnements qu'ils imposent au paysage, ils ajoutent à la netteté du parcellaire et donnent à la sorriba canarienne une réelle parenté avec les vergers de l'Europe océanique.

On s'aperçoit ainsi que plus que la pente ou la profondeur du sol naturel, c'est la possibilité ou non d'assurer aux cultures des apports d'eau réguliers qui est ici l'élément déterminant de la mise en valeur. Il faut donc avant toute chose s'assurer de disponibilités suffisantes soit en finançant de coûteux travaux de recherche et de captage du précieux liquide, soit en l'achetant à un voisin disposant de ressources excédentaires, soit éventuellement de l'une et l'autre façon. La pratique traditionnelle de la submersion, même quand on évite les gaspillages en dessinant au préalable des casiers d'irrigation où l'eau est successivement admise, est en fait particulièrement dispendieuse puisqu'il faut à chaque fois livrer à la terre entre 700 et 1 000 m<sup>3</sup> à l'hectare soit, pour 12 à 15 apports annuels, de 12 000 à 20 000 m<sup>3</sup> par hectare et par an. Or l'eau est chère aux Canaries en raison de la faiblesse moyenne des précipitations annuelles, de l'absolue nécessité de recourir en conséquence aux disponibilités souterraines et de l'important prélèvement imposé aux ressources locales par la consommation domestique ou industrielle, accru encore pendant la période estivale par la demande élevée des résidents saisonniers. Il serait donc utile pour les agriculteurs de recourir largement à des méthodes plus économiques comme l'irrigation par aspersion qui a l'avantage d'ailleurs d'éviter la concentration des sels dans le sol, ou le «goutte à goutte» qui permet d'humidifier la terre en permanence au voisinage de la plante et répond sans doute mieux à ses besoins pendant la longue saison sèche qui lui est imposée. Mais la pratique de la submersion est si fortement ancrée dans les habitudes qu'en dépit de son coût élevé, elle est encore la plus courante. Elle a en effet l'avantage, outre sa simplicité de mise en oeuvre, de se contenter d'aménagements élémentaires. Un système de réservoirs permettant de stocker les excédents individuels ou de régulariser les apports si le forage

exploité débite mal, quelques canaux cimentés conduisant l'eau aux parcelles, suffisent en général.

La culture bananière est donc de toutes les façons une activité exigeante aux îles Canaries : en capital puisque la création de la sorriba suppose un gros investissement de départ et que la conduite intensive de la culture nécessite de constantes sorties d'argent (frais d'irrigation, achats d'engrais, de produits anti-parasitaires, etc.) ; en main-d'oeuvre vu la difficulté de mécaniser les travaux agricoles et la volonté d'obtenir les plus forts rendements ; en eau enfin du fait des insuffisances de la pluviométrie. Mais c'était aussi à l'origine le meilleur moyen de rentabiliser l'effort humain, le mieux adapté en tout cas aux fortes densités rurales de l'archipel. C'est pourquoi depuis un siècle maintenant, elle n'a cessé de retenir l'attention des agriculteurs canariens malgré les aléas du marché. Le début des années 1920, la fin des années 1930 sont en effet ici des moments particulièrement difficiles.

#### *Le problème de la commercialisation des fruits canariens.*

Après avoir bénéficié pendant les vingt à trente premières années de son histoire d'une situation de parfaite exclusivité sur le marché européen c'est-à-dire britannique, la production canarienne s'est trouvée avec le début de ce siècle affrontée à l'arrivée massive des fruits américains et contrainte à se chercher de nouveaux débouchés. Elle sera pour cette raison amenée à se tourner vers la France puis fugitivement vers l'Allemagne nazie, avant de se replier en dernier ressort sur l'Espagne elle-même où elle trouvera finalement l'occasion de réaliser ses records commerciaux. On constate ainsi que toute l'évolution de la spéculation bananière aux îles Canaries est, après quelques succès initiaux remarquables à l'exportation, caractérisée par une lente mais régulière retraite en direction de la Péninsule qui absorbe constamment à partir du début des années 1970 plus de 90 p. 100 des expéditions. Le tableau 47 est sur ce point parfaitement clair.

Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, c'est au minimum 90 p. 100 des fruits que l'on charge régulièrement à destination des pays de l'Europe du Nord-ouest, mais dès 1929 on était à 70 p. 100 et l'on approchait déjà les 50 p. 100 à la fin des années 1930. Suit alors une période délicate où l'absence de moyens de transport et l'insécurité des relations maritimes imposent de s'orienter presque exclusivement vers la Métropole en attendant le retour à des conditions d'activité plus normales grâce auxquelles on ne pourra que retrouver en 1953 le niveau de 1938. Car il faudra très vite se résigner en fait à affronter à nouveau un déclin apparemment irréversible que seules des circonstances exceptionnelles avaient permis de différer un moment. On tombe en conséquence à moins de 30 p. 100 à partir de 1956 et à moins de 2 p. 100 en 1974. Il aura donc fallu une bonne soixantaine d'années pour que la production canarienne modifie

TABLEAU 47 - L'évolution du marché des fruits canariens (1911-1974).

	Exportations totales Milliers de tonnes métriques	dont Espagne %	Etranger %	Consommation intérieure Canaries
1911	150,0 (?)	1,8	98,2	
1923		9,7	90,3	
1929	201,2	19,7	70,3	
1934	140,8	34,7	65,3	
1938	104,4	43,4	56,6	7,0
1941	113,4	99,5	0,5	18,2
1947	139,6	75,6	24,4	25,8
1953	200,6	43,2	56,8	17,3
1959	265,3	63,5	36,5	15,4
1965	348,8	70,0	30,0	24,8
1971	395,6	91,3	8,7	20,8
1974	368,0	98,4	1,6	30,8

Sources : Boone/Holmes/A et Cadillat/CREP (1938-1974).

totalement ses orientations commerciales.

Avant 1900, la production canarienne toute entière tournée vers le marché britannique, y bénéficiait de conditions si favorables qu'elle n'avait pas à se soucier apparemment de son avenir. C'était l'époque en effet où la Grande Bretagne ne connaissait encore à peu près que les fruits espagnols et bien que les quantités commercialisées aient été assez modestes (1.243.582 régimes en 1900), la nouveauté d'un produit non encore banalisé permettait de rémunérer de façon satisfaisante les efforts consentis pour sa distribution lointaine. C'est pourquoi la période 1900-1905 qui voit pourtant doubler les apports espagnols, est aussi celle des premières désillusions puisque la part de marché qu'ils s'étaient acquis tombe en fait de 96,6 à

42,7 p. 100 avant de s'effondrer par la suite, malgré un court répit en 1909, à 24 p. 100 dès 1912 soit 1.700.000 régimes seulement. L'activité développée par Elders and Fyffes, l'intensification de l'offensive des fruits américains à la suite de son intégration au groupe commercial animé par A. PRESTON, avaient en effet en peu d'années contribué à bouleverser toutes les données de la situation. On parviendra certes dans les premières années de la guerre à réoccuper une partie du terrain perdu et l'on parviendra même en 1916 à assumer, avec 2.900.000 régimes, 48 p. 100 de la consommation britannique ; mais la lutte sous-marine à son paroxysme vint malencontreusement paralyser les échanges en 1917 et 1918, et lorsque l'on put à nouveau expédier librement les fruits, ce fut pour constater avec le retour des bananes américaines, une nouvelle dégra-

TABLEAU 48 - Le «cycle français» des exportations bananières canariennes (1926-1937) ; milliers de tonnes ou pourcentages.

	Les exportations canariennes :		Le marché français :		
	Total	% vers France *	Importations totales	% Canaries	Contingent étranger **
1926	179,4	27,1	62,0	78,4 (48,6)	
1927	152,4	41,0	80,0	78,1 (62,5)	
1928	157,6	54,9	111,1	77,9 (86,6)	
1929	201,2	44,4	127,8	69,9 (89,4)	
1930	223,0	60,8	182,2	74,4 (135,5)	
1931	214,3	70,1	214,1	70,2 (150,3)	
1932	153,7	95,1	224,6	65,1 (146,2)	192 (197,2)
1933	158,7	73,4	200,4	58,1 (116,5)	185 (161,8)
1934	140,8	65,3	170,6	53,9 (92,0)	130 (119,3)
1935	142,0	43,2	154,3	39,8 (61,4)	115 (71,8)
1936	141,9	36,1	174,5	29,4 (51,3)	90 (52,9)
1937	98,5	0,9	176,5	0,5 (0,9 ?)	-

Sources : P. GARANCE 1939/Bull. CIB/A et C)

\* - calculé d'après les tonnages entrés en France.

\*\* - Entre parenthèses, tonnage étranger effectivement importé dans l'année.

dation de la situation. La participation des Canaries à la satisfaction de la demande britannique passe ainsi de 38,2 p. 100 en 1919 à 20 p. 100 en 1923, 14 p. 100 en 1927, 5,5 p. 100 en 1931 et 1,4 p. 100 en 1935. On s'était à l'époque depuis longtemps résigné à chercher ailleurs de nouvelles clientèles. La France deviendra ainsi de 1928 à 1935 un partenaire privilégié.

Il est intéressant à ce propos de confronter les chiffres (tableau 48). On constate en effet que dans le temps où de 1926 (27 p. 100 des tonnages commercialisés par l'Archipel) à 1932 (95 p. 100) les Canaries concentrent rapidement sur ce nouveau marché le gros de leurs exportations, la France par une évolution inverse s'efforce, en partie grâce à Fyffes, en partie grâce à l'activité développée par ses nationaux, de diversifier peu à peu ses approvisionnements. Elle parvient de ce fait à ramener la part des fruits espagnols qui avaient également constitué avant 1914 la quasi-totalité de ses achats, de 78,4 p. 100 en 1926 à 70,2 p. 100 en 1931 moment où devant la vigueur de l'offensive étrangère, elle prend l'initiative de contigenter son marché. Les progrès de sa production coloniale accompagnent ainsi, de 1932 à 1937, le repli forcé de l'importation canarienne.

On fera cependant deux remarques. La première, c'est que le déclin de celle-ci s'amorce dès 1931 et qu'il précède donc (de peu) la mise en place des mesures de protection demandées par les Guinéens et les Antillais. Qui plus est le recul constaté, très brutal de 1931 à 1932 (-31 p. 100), avant le contingentement, apparaît au contraire très modéré de 1931 à 1936 (-8 p. 100), entre la mise en place de celui-ci et le début de la Guerre civile. La seconde, c'est que par contre le marché français semble avoir été vivement affecté par la moindre activité développée par son plus ancien fournisseur ainsi que le suggère la chute des importations nationales entre 1932 et 1935 (-31 p. 100). Si par mesure de précaution on avait prévu en effet un contingent étranger relativement élevé (185 à 190.000 tonnes pour les deux premières années), on peut dès 1933 constater que celui-ci n'est jamais totalement réalisé. Or à ce moment la production coloniale était encore visiblement incapable de suppléer à cette défaillance. On comprend dans ces conditions qu'à la faveur du ralentissement de la consommation imputable à la crise internationale, les importations françaises aient marqué un recul aussi brutal entre 1932 et 1935.

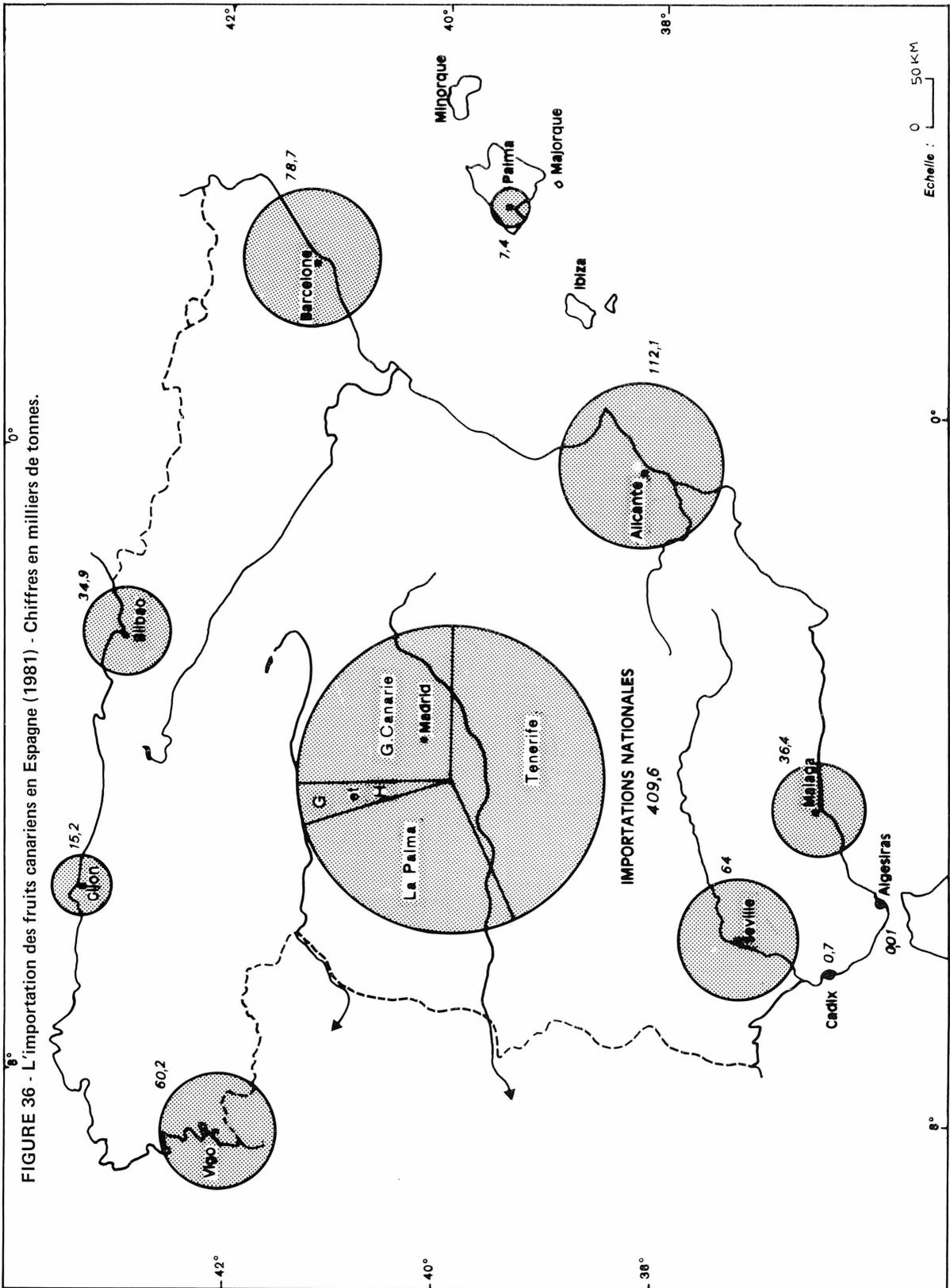
Car dès le début des années 1930 la part de la Péninsule dans les exportations canariennes progresse rapidement passant de 20 p. 100 en 1929, avec l'abandon du marché britannique, à plus de 40 p. 100 en 1938, après l'interruption des relations avec la France, une évolution que le développement des expéditions vers l'Allemagne à partir de 1935 ne semble pas avoir sérieusement influencé. Ce sera même avec la seconde guerre mondiale la seule issue possible. Simultanément on assiste avec la fin des années 1920, à un engagement croissant de l'Etat dans ce domaine économique ne serait-ce qu'afin de sauvegarder certains

courants d'échange issus de très anciennes relations commerciales. Mais il faudra le triomphe du Franquisme et l'isolement diplomatique du pays pour que les Pouvoirs publics soient amenés à une intervention directe d'où résultera d'abord la création d'un «Conseil Ordonnateur de l'Exportation Bananière» ou CODEP (1937) puis, devant l'échec de cette structure dirigiste, la mise en place de l'actuelle «Confédération Régionale de l'Exportation Bananière» (CREP) qui rendait aux exportateurs une partie de leur ancienne liberté d'action. C'est depuis lors cet organisme qui a la charge de régulariser le marché en fixant hebdomadairement les prix et les quantités à expédier vers chacun des points de déchargement assurant l'irrigation du marché péninsulaire. Car après une brève tentative, entre 1947 et 1955, pour tenter de renouer des relations continues avec l'étranger, il avait bien fallu se résigner à constater que l'avenir de l'exportation canarienne était désormais essentiellement national.

Ainsi, en 1974 par exemple, sur une récolte avoisinant les 400.000 tonnes, on constate que 368.000 tonnes (92,2 p. 100) ont fait l'objet d'une expédition et que sur ce total 362.200 tonnes ont gagné les ports espagnols. On notera à ce propos que curieusement la façade Atlantique du pays n'a pas alors reçu beaucoup plus du tiers des fruits destinés au marché national (36,6 p. 100) et que Séville ou Cadix pourtant apparemment les mieux situés pour une desserte directe n'ont ensemble réceptionné à l'époque que 19 p. 100 des importations totales. Mais il n'y a là rien de paradoxal. Vu en effet la brièveté relative du parcours maritime et la distribution géographique de la population espagnole, il est évident qu'il n'y a pas ici d'intérêt à concentrer trop exclusivement ce trafic sur quelques sites portuaires même spécialement équipés pour le traitement des fruits puisque le coût des redistributions terrestres annulerait les avantages que l'on pourrait tirer de la centralisation des opérations. Il est donc plus judicieux de multiplier dans ces conditions les points de déchargement et de continuer à débarquer les fruits comme par le passé au plus près des consommateurs et ceci d'autant plus que la dispersion des activités bananières est en réalité plus apparente que réelle.

Si en effet les côtes Nord et Nord-ouest du pays comptent 3 ports bananiers, on constate que Vigo (30.000 tonnes en chiffres ronds) et Bilbao (25.200 tonnes) ont réceptionné ensemble en 1974 72,2 p. 100 des tonnages et n'ont laissé à Gijón (12.900 tonnes) et à Santander (461 tonnes) qu'une participation secondaire ou symbolique. Sur le littoral méditerranéen aussi, Alicante (106.000 tonnes) et Barcelone (85.800 tonnes) écrasent largement à même date leurs rivaux immédiats tels Malaga (21.700 tonnes), Valence (6.600 tonnes) ou Palma de Majorque (7.800 tonnes). Car sur les 12 ports nationaux ayant en 1974 traité des bananes des Canaries, huit seulement sont parvenus à dépasser les 20.000 tonnes. La situation n'est pas en 1981 très différente (figure 36).

De la même façon on ne s'attardera pas sur le grand nombre des producteurs individuels car l'exportation, bien



structurée, se répartit en fait entre une cinquantaine d'entreprises parmi lesquelles beaucoup de coopératives. La CREP n'a donc en face d'elle qu'un petit nombre d'interlocuteurs : 39 pour la Province de Tenerife où la culture se disperse entre trois îles (Tenerife, La Palma, Gomera) ; 15 seulement pour la Grande Canarie (tableau 49). La moyenne des tonnages exportés est alors dans le premier cas d'environ 6.500 tonnes et de près de 7.700 tonnes dans le second ; mais il est intéressant de noter que 11 organismes seulement (soit 8 pour la Province de Tenerife et 3 pour la Grande Canarie), contrôlent en réalité près de 60 p.100 de la production régionale. Il est vrai que le niveau de concentration de l'exportation bananière reste malgré tout modeste puisque la moyenne des tonnages expédiés ne dépasse pas les 20.000 tonnes. On peut donc constater que, tout comme en France, le régime de protection dans lequel s'est ici épanoui depuis un demi-siècle le commerce de la banane, a encouragé le maintien d'une dispersion excessive.

Cette situation peut-être satisfaisante d'un point de vue humain, est évidemment discutable sur le plan économique dans l'optique notamment de l'entrée prochaine de l'Espagne dans la CEE, et à partir de là d'une libéralisation au moins partielle du marché. On devrait donc en conséquence constater à l'avenir une sensible restructuration de la Profession.

#### Le « Cycle colonial » de la banane africaine (1920-1975).

Les débuts de la culture d'exportation de la banane en Afrique tropicale sont indiscutablement liés au statut colonial des territoires. Ils résultent en effet d'initiatives émanant parfois encore de sociétés étrangères, mais plus souvent d'individualités transplantées cherchant dans l'application de formules éprouvées à jeter les bases du développement de leur pays d'élection avec le soutien actif des autorités locales soucieuses de mise en valeur. On peut ainsi remonter plus ou moins vite grâce au témoignage des

contemporains ou à travers livres et journaux attentifs à la genèse de cette spéculation, jusqu'au petit nombre de ces promoteurs qui, par leur obstination, ont contribué à maintenir envers et contre tout une spéculation d'abord incertaine et l'ont portée en quelque sorte à bout de bras jusqu'au moment où le succès devait enfin couronner leurs efforts. Encore faut-il noter que celui-ci s'était parfois fait attendre pendant des années et que ce long entêtement avait sans doute usé bien des fortunes avant que les bananes parviennent à faire l'objet d'exportations régulières en quantités significatives.

La réussite vient en effet couronner en Guinée dans les années 1930 une longue phase pionnière amorcée dès le début du siècle. Mais le pays ne tirera pas de l'expérience qu'il avait pu acquérir en la matière un avantage aussi déterminant qu'on l'aurait supposé. S'il enlève certes aussitôt la première place sur le marché français où il se révèle le plus actif et anime avec autorité les nouvelles instances professionnelles, il ne parvient pas en réalité à distancer véritablement toutes les autres colonies européennes qui abordent après lui cette spéculation, et se trouve même rapidement dépassé par le Cameroun occidental qui révèle avant et après la seconde guerre mondiale un dynamisme supérieur (tableau 50). On ne sera pas cependant excessivement surpris que la remarquable précocité du premier ait été si mal récompensée si l'on veut bien considérer que le second bénéficia assurément de conditions exceptionnelles et qu'en ce domaine rien de sérieux ne peut être obtenu en l'absence d'une structure commerciale efficace et d'une organisation des transports réellement stimulante pour le producteur.

Or il est évident que faute de moyens financiers suffisants leur permettant de prendre en charge l'acheminement de leurs fruits, dissuadés de ce fait d'accroître une récolte que l'on avait déjà du mal à écouler mais incapables en conséquence de convaincre les compagnies maritimes éventuellement intéressées de leur capacité d'assurer le remplissage des navires spéciaux qu'ils réclamaient, planteurs et

TABLEAU 49 - L'encadrement commercial de la production canarienne en 1974.

Tonnage traité	Nombre d'entreprises (coopératives ou privées).			Tonnage moyen réalisé	% de la production totale
	Province Tenerife	Province Las Palmas	TOTAL		
+ de 30.000 t	1	1	2	39.083	19.6
10/30.000	7	2	9	17.013	38.4
5/10.000	9	5	14	6.871	24.1
2/5.000	12	5	17	3.375	14.4
1/2.000	5	2	7	1.612	2.8
- de 1.000	5	-	5	533	0.7
TOTAL	39	15	54	7.385 t.	100.0
% prod. canar.	68.6	31.5	100.0		

Source : CREP.

Noter le plus grand nombre d'organismes dans la province de Tenerife. Cela tient en partie à ce que la production s'y disperse entre trois îles : Tenerife (145.900 tonnes exportées en 1974 soit 12.158.000 caisses) ; La Palma (94.770 tonnes ; 7.897.000 caisses) et Gomera (12.377 tonnes ; 1.031.000 caisses).

TABLEAU 50 - Le «cycle colonial» de la banane africaine (1930-1960). (Tonnes)

	Guinée Conakry	(Nigeria) Cameroun ouest	Cameroun est	Congo Leo. Zaïre	Congo Brazzaville Rép. Pop. Congo	Gold Coast Ghana
1920	114	-	-	-	-	-
1925	1.187	...	-	-	-	-
1930	8.766	1.000	-	-	-	?
1935	30.908	39.110	7.730	83	-	200
1936	45.055	50.860	16.306	79	-	800
1937	46.773	57.270	24.134	794	-	800
1938	52.857	57.640	25.992	1.505	-	?
1939	41.694	?	26.753	2.354	-	?
1940	23.039	?	16.700	?	-	?
1947	28.974	15.376	20.100	2.192	-	-
1950	43.657	56.165	49.100	12.230	-	80
1953	68.990	<b>91.800</b>	76.900	25.345	-	105
1954	83.251	82.600	73.704	17.281	-	300
1955	<b>98.002</b>	68.100	76.163	30.131	8	700
1956	91.061	69.700	66.100	<b>38.906</b>	214	700
1957	73.118	81.100	<b>85.180</b>	36.402	547	900
1958	64.908	<b>87.400</b>	73.018	28.457	984	1.700
1959	66.554	68.100	57.905	31.099	1.040	1.400
1960	54.700	86.400	36.706	33.583	1.337	4.700
Réunification						
1962	44.100	81.300	52.800	25.187	510	2.400
1964	30.000	54.600	61.118	11.269	202	2.200
1966	25.000	26.100	50.500	4.700	200	400
1968	?	15.500	32.000 ?	3.085	?	?
1970	?	13.350	33.700	450	?	?

... : quantités négligeables ou ? : inconnues

Premier maximum des exportations dans les années 1930 ; maximum principal dans les années 1950, à la veille de l'Indépendance ; déclin ensuite. Mais le tableau ne prend pas en compte la Côte d'Ivoire, la Somalie, l'Angola.

exportateurs guinéens, s'étaient longtemps trouvés enfermés dans un cercle vicieux qu'ils étaient bien incapables de rompre par leurs seules forces vu l'extrême dispersion des structures de la production. C'est pourquoi il fallut attendre qu'avec les années 1920, les progrès de la consommation française de bananes aient peu à peu révélé les vastes perspectives d'un marché progressivement submergé par les fruits étrangers, pour que s'impose aux milieux politiques métropolitains activement sollicités par le groupe de pression colonial la nécessité d'une protection particulière (elle est acquise dès 1931-1932), mais de plus en plus efficace des intérêts nationaux jusqu'à éliminer en 1938 les derniers apports extérieurs. Sans doute avant même les premières initiatives du législateur, avait-on profité de l'évolution des esprits pour jeter les bases, en Guinée, d'une organisation des transports plus satisfaisante, avec l'aide financière de l'Administration, mais les succès obtenus par la «Compagnie des Transports Maritimes de l'AOF» qui devait mettre en service les premiers navires spécialisés, n'avaient guère été concluants et seule la décision de la «Compagnie des Chargeurs Réunis» de reprendre et de continuer l'expérience avait permis d'éviter le désastre. Ici

comme aux Antilles, le lancement véritable de la spéculation bananière est bien indissociable de l'épanouissement de la crise mondiale et des choix politiques qu'elle avait imposés à une Europe affaiblie.

Le Cameroun par contre eut la chance de pouvoir se dispenser de bien des tâtonnements inévitables ailleurs. La culture bananière commerciale devait en effet naître pour l'essentiel ici d'une initiative extérieure qui lui avait d'emblée permis de disposer d'une bonne organisation commerciale et de moyens d'acheminement exactement adaptés à l'expédition lointaine des fruits. Car le rôle de la «Afrikanische Frucht Compagnie» est dans ce cas déterminant. Elle offrait en effet aux planteurs bien avant que «Elders and Fyffes» ait choisi de pousser ses entreprises dans cette direction, une formule de développement très proche de ce que proposaient à même date dans les Grandes Antilles ou l'Amérique centrale, les compagnies fruitières anglo-saxonnes. Il n'était donc plus question dans ce cas d'établir plus ou moins laborieusement un circuit de distribution associant des partenaires solidaires mais indépendants (producteurs, transporteurs ou mûrisseurs), comme ce

fut le cas en Guinée ou en Côte d'Ivoire, mais on était au contraire assuré de pouvoir s'appuyer dès le départ sur un système cohérent garantissant le meilleur enchaînement des opérations puisque bénéficiant a priori d'une parfaite coordination. C'était du même coup assuré un succès rapide et durable pour autant que la production pourrait disposer de conditions naturelles satisfaisantes et ne serait pas menacée de catastrophes périodiques.

Ainsi Cameroun occidental et Guinée reproduisent, toutes proportions gardées, ce que nous avons observé sur une toute autre échelle dans la zone américaine, c'est-à-dire l'opposition d'un type de développement intégré offrant a priori toutes les conditions de la réussite, et d'une formule plus improvisée, donc plus aléatoire, enchaînant l'intervention d'entreprises plus ou moins indépendantes opérant cette fois dans un cadre nettement protectionniste. Mais un examen même superficiel des conditions du développement de la production fruitière en Afrique, permet en fait de se rendre très vite compte que cette opposition fondamentale par ailleurs, n'a pas ici de véritable signification. C'est pourquoi plutôt que de prendre le risque d'accorder un intérêt excessif au cas très particulier que constitue finalement l'ancien Cameroun britannique, plutôt que de nous égarer aussi à une présentation historique parallèle trop classique des divers Empires, nous avons préféré dans les développements qui suivent mettre surtout l'accent sur les parentés de comportement ou les solidarités régionales comme nous l'avons déjà fait d'ailleurs pour la zone américaine. On évitera ainsi de morceler l'exposé et l'on pourra en outre effectuer d'utiles comparaisons.

*De la prépondérance guinéenne à la prépondérance ivoirienne : les débuts de l'exportation bananière sur la Côte occidentale d'Afrique (1920-1960).*

C'est dans les dernières années du XIX<sup>ème</sup> siècle que la Guinée entreprit de jeter les bases d'une production fruitière commerciale, et c'est évidemment aux îles Canaries que l'on emprunta, outre la variété la mieux appréciée des consommateurs européens, la quasi-totalité des techniques de production et de commercialisation. «La première introduction, nous apprend A. MALLAMAIRE (1935), fut effectuée en 1898 par le professeur M. CORNU qui envoya à TEISSONNIER, directeur du jardin d'essai de Camayenne, un rejet de bananier de Chine originaire des Canaries et cultivé dans les serres du Muséum d'Histoire naturelle. Depuis, un certain nombre de rejets provenant (cette fois) directement des Canaries ont été introduits et multipliés». Mais tel était alors le prestige du modèle espagnol que l'on devait dans l'immédiat négliger les zones littorales les mieux arrosées pour privilégier les sites d'altitude de la Moyenne-Guinée (préférés par la colonisation) malgré une sécheresse déjà accentuée, et rechercher dans ce cas plus les pentes bien drainées que les bas-fonds humides. Ce n'est en effet qu'avec le début des années 1930 que l'on songera sérieusement à mettre en valeur, avec bien des réti-

cences, les zones alluvionnaires de vallées beaucoup plus favorables à cette production ; et il faudra attendre le milieu de la décennie pour que nombre de producteurs déçus par sept années de luttes contre les acridiens (1929-1935), redécouvrent avec l'encouragement des compagnies de navigation les possibilités d'une activité bananière lucrative dans la région littorale dite des «Rivières du Sud».

Ce qui avait en réalité poussé les planteurs à développer leur activité «en profondeur» jusque dans la région de Kindia (430 m d'altitude) et au-delà vers Mamou (714 m), à 300 km de la capitale et du port, c'était l'existence du chemin de fer (commencé en 1900, terminé en 1914), unissant Conakry à Kankan, qui fut donc dès l'origine le grand collecteur de la production du territoire. Il est de ce fait le véritable responsable du développement linéaire des plantations, «en chapelet» plutôt si l'on veut tenir compte de la dissémination le long de cet axe des plus anciens centres de culture, avec lequel contraste vivement l'étalement de la production en façade maritime qui caractérise au contraire la seconde moitié des années 1930. La géographie des bananeraies guinéennes n'en restera pas moins influencée jusqu'au bout par le rail et, la région de Mamou, en dépit d'une position limite et des graves problèmes soulevés par l'importance de la sécheresse saisonnière, les coups de chaleur de l'harmattan ou, à l'inverse, les froids matinaux de décembre et de janvier, n'en sera pas pour autant totalement désertée par la culture du bananier.

La carte des zones de plantations établies par les services compétents de la Colonie et publiée en 1950 par la Revue «Fruits d'Outre-Mer» montre ainsi nettement la répartition des bananeraies commerciales le long des deux axes inégaux d'un «T» majuscule. De part et d'autre du chemin de fer, de Conakry à Mamou, s'égrènent en effet du Sud-ouest au Nord-est, les centres de Coyah, Friguigbé, Kindia, véritable capitale de la Guinée bananière où fut notamment créé, en 1930, une plantation modèle associée à une école d'oeilletonnage pour la formation de la main-d'oeuvre à cette technique fondamentale ; puis au-delà, Kolente (86 m), Sougueta (332 m), Linsan (408 m), Konkouré (578 m), Mamou.

En bordure de la côte par contre mais particulièrement épanouies dans la partie Sud-ouest du territoire entre la voie ferrée et la frontière du Sierra-Leone, les expansions bananières les plus récentes ne montrent pas un dispositif aussi cohérent puisque chaque zone de production s'organise cette fois autour d'un axe fluvial permettant la concentration des fruits à l'avantage de la capitale en général ou des installations secondaires de Benty sur la Mellacorée. On y trouve en particulier du Sud-ouest au Nord-est, les centres de Farmoreah-Benty, de Forecariah sur la rivière du même nom et au-delà de Coyah accroché à la voie ferrée, de Dubreka, de Koba et, à l'extrême limite, de Boffa sur l'estuaire de la Falala. Ainsi la bananeraie guinéenne offrait-elle au total un grand nombre de situations écologiques qui faisaient de ce territoire un remarquable terrain d'expérimentation pour la recherche agronomique. L'IFAC eut à

cet endroit l'une de ses meilleures bases de travail en Afrique.

Deux grands domaines de production se partageaient en fait l'espace guinéen : la Basse-Guinée d'abord, plate-forme d'altitude modeste, découpée de profondes rias, frangée de mangroves, fortement arrosée, ignorant l'harmattan, milieu certes très favorable au développement des maladies et des parasites de la plante mais assurant aussi une récolte mieux étalée dans le temps ; et la Moyenne Guinée, ensemble de plateaux massifs entaillés de profondes vallées tapissées d'alluvions, offrant autant de régions aptes à la production fruitière à condition de ne pas trop s'écarter de la voie ferrée mais imposant à cette activité de fortes servitudes d'ordre climatique d'où résultait particulièrement une pointe saisonnière de production excessivement aiguë.

Le glissement géographique des centres principaux de la spéculation bananière qui s'amorce avec les années 1930 répondait donc à diverses préoccupations. Pour bien des planteurs originaires de la zone foutanienne surtout, découragés par la répétition année après année des vols de sauterelles, il importait d'abord d'établir leurs plantations dans des conditions naturelles où elles ne seraient plus systématiquement exposées au fléau ; mais pour tous les autres, et pour les compagnies de navigation qui avaient vivement encouragé l'opération, il s'agissait en augmentant le volume de la production exportable d'essayer du même coup de mieux distribuer la récolte en fonction de la demande nationale.

On notera cependant que cette évolution remarquable s'inscrit dans une tendance générale à l'expansion des cultures et qu'elle n'est pas de ce fait liée à un repli spectaculaire des plantations en direction de Kindia, pour les plus aventurées dans l'intérieur, ou de la côte d'une façon générale, puisque les surfaces plantées dans le secteur de Mamou doublent pratiquement de 1936 à 1938 (plus 90 p. 100). Il est vrai que cette progression apparemment spectaculaire ne porte en réalité que sur des surfaces limitées (moins de 100 hectares), tandis que les gains enregistrés sur la frange littorale sont en valeur absolue plus importants (plus 260 hectares) et que le rythme d'expansion des cultures est nettement plus rapide que partout ailleurs. La Moyenne-Guinée n'en reste pas moins la principale zone de production à la veille de la guerre et l'on y trouvait encore en 1938 51 p. 100 des bananeraies.

Ainsi après avoir réalisé de 1924 à 1931 un important effort de développement agricole qui lui avait permis d'accroître de 341 p. 100 l'extension de ses plantations puis ralentir sérieusement entre 1931 et 1936, la conjoncture aidant, l'élan de ses défrichements (plus 71 p. 100 seulement), la Guinée enregistrait à la veille de la guerre un mouvement de reprise qui lui permettait d'avoisiner en 1938 les 2.300 hectares en bananes et d'exporter cette année-là plus de 50.000 tonnes. La Côte d'Ivoire à même date n'atteignait pas pour sa part les 1.200 hectares et elle n'expédiera pas, au maximum, beaucoup plus de 15.000

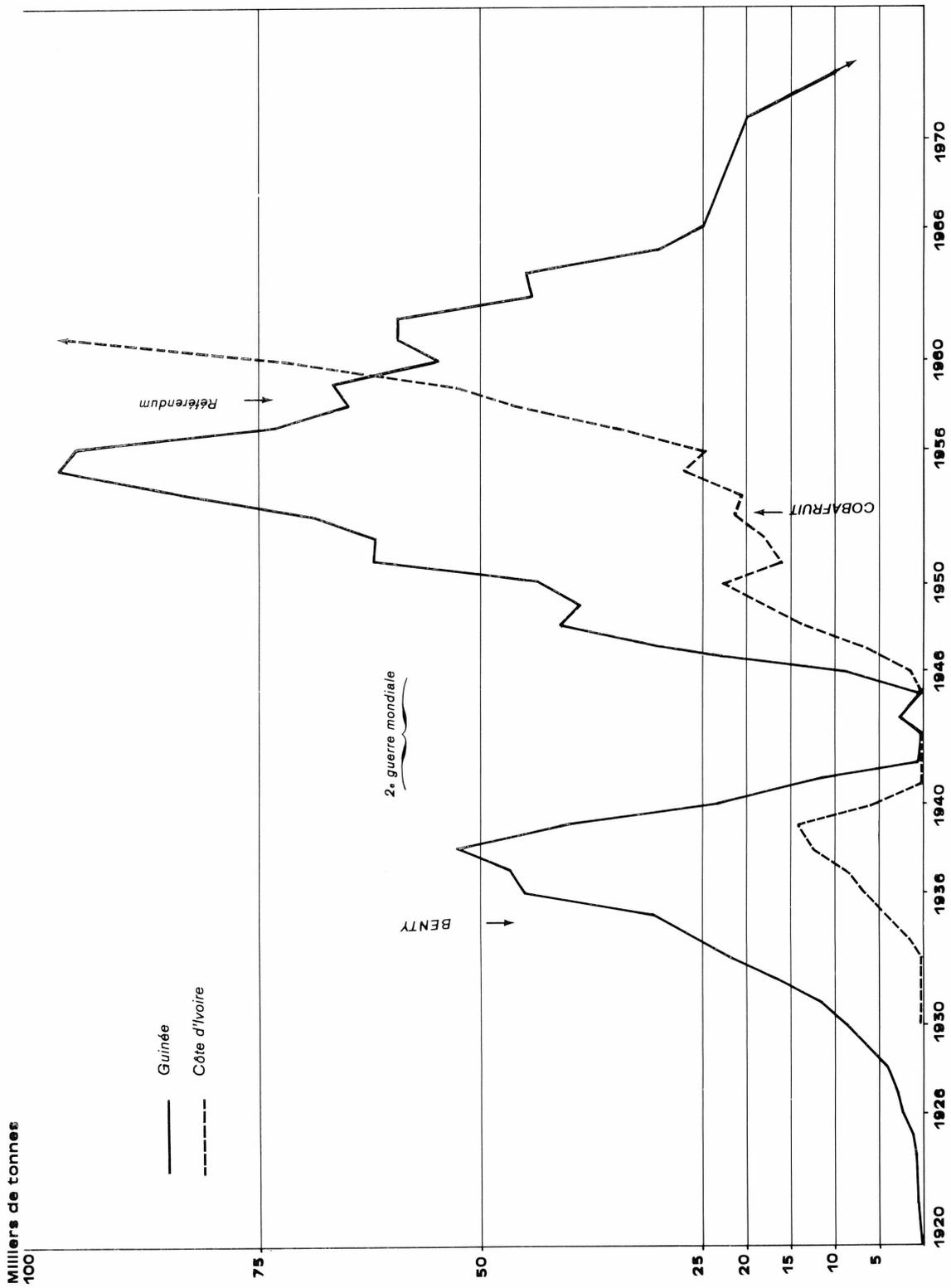
tonnes en 1939. On devine à la lecture de ces chiffres tout ce qui oppose à l'époque ces deux territoires, c'est-à-dire fondamentalement l'inégalité de leurs modes d'exploitation.

Une statistique émanant du Ministère des Colonies n'estimait-elle pas au 1er janvier 1936, les rendements moyens obtenus dans la région de Kindia à 24,5 tonnes à l'hectare alors qu'ils n'étaient dans la zone de Dubreka d'où était parti le mouvement de mise en valeur du littoral qu'à 24 tonnes, à 23,5 tonnes à Mamou et à 16-17 tonnes seulement dans les environs immédiats de Conakry ou de Forecariah. La réussite de l'exportation guinéenne dans les conditions délicates où l'on avait souvent établi les cultures, impliquait en effet la mobilisation d'importants moyens techniques. C'est ce qui fit la notoriété de la production régionale et mit logiquement le territoire en toute première position dans les organisations professionnelles nationales que la nécessité de défendre les fruits coloniaux contre la concurrence étrangère avait rapidement suscitées.

L'expansion de la production ivoirienne dans les années 1930, est loin d'obtenir par contre des résultats aussi remarquables puisque le développement des plantations ne s'amorce vraiment que dans les six à sept années qui précèdent la seconde guerre mondiale. Cependant en dépit de conditions naturelles en moyenne ici plus favorables il suffit de considérer l'évolution des exportations des deux territoires entre 1933 et 1938 puis entre 1950 et 1956, pour constater que c'est en général la Guinée qui réalise les meilleures performances comme si la Côte d'Ivoire avait d'emblée accepté dans cette première partie de son histoire bananière de se placer dans l'ombre de son prestigieux voisin (figure 37). Il est vrai que les premiers défrichements y sont à peu près contemporains de l'effort de mise en valeur des meilleurs terroirs du littoral guinéen et qu'ils sont souvent aussi le fait de planteurs ayant initialement tenté leur chance dans les vallées issues du Fouta-Djalou. La promotion des bananeraies ivoiriennes ne peut donc se comprendre que dans un contexte beaucoup plus large et c'est tout naturellement que l'on y reprend les formules de développement éprouvées ailleurs comme le montre par exemple le rôle de la voie ferrée Abidjan-Niger dans la localisation des premières cultures ou la création un peu à l'écart de la zone agricole de Sassandra qui rappelle assez bien les réalisations contemporaines dans les environs de Benty. Il faut en effet attendre les débuts de la mise en valeur des terres basses du Niéké, dans la vallée de l'Agneby, pour que le pays commence à affirmer une certaine originalité technique et l'achèvement du canal du Vridi qui permettait de le doter d'installations de chargement modernes, pour que, secouant enfin la tutelle guinéenne, il puisse révéler ses vastes potentialités.

Tard venue à la production bananière commerciale, la Côte d'Ivoire put au moins tirer un profit immédiat des avantages douaniers et financiers accordés naguère par la

FIGURE 37 - Evolution comparée des exportations guinéennes et ivoiriennes (1920-1970).



France à ses fournisseurs coloniaux puis du changement d'attitude des compagnies de navigation à l'égard du trafic bananier. Elle eut ainsi la possibilité de faire l'économie d'une phase « pionnière » qui paraît au contraire interminable en Guinée comme le montre la rapide extension de ses ventes pour autant que l'état de ses équipements portuaire l'autorisait. Un pas important fut en ce domaine franchi en 1934 avec la mise en service du wharf de Port-Bouet relayant les installations vétustes de Grand Bassam. Parallèlement, le développement des transports automobiles et l'amélioration des relations routières permettaient de se libérer de façon de plus en plus nette des servitudes du trafic ferroviaire et de prospecter les possibilités agricoles de la zone littorale le long des axes progressivement modernisés Abidjan-Dabou et Dabou-Tiassalé ou, vers l'Est, en direction d'Aboisso. La zone de Sassandra d'une part, les plantations nouvellement apparues le long de ces grands itinéraires de l'autre, expliquent qu'en 1948, le rail ne polarisait déjà plus que 50 p. 100 de l'espace planté à des fins commerciales.

C'est donc dans tous les cas une économie bananière en pleine expansion, les chiffres le montrent, que la seconde guerre mondiale devait surprendre et réduire en peu de temps à néant malgré les efforts développés par les Pouvoirs publics pour aider les planteurs à surmonter cette passe difficile. Les fabrications de fruits séchés ne devaient pas en effet se révéler de nature à freiner le déclin des cultures et l'on dut se résigner à suspendre pratiquement les exportations de bananes fraîches de 1942 à 1945. La reprise fut cependant dès 1946 partout vigoureuse.

Plus rapide apparemment en Guinée, au moins jusqu'à 1948, elle ne permettra pas en fait à celle-ci de retrouver avant 1951 le haut niveau d'activité des années antérieures à la guerre alors que la Côte d'Ivoire put dès 1949 dépasser le chiffre de ses meilleures expéditions passées. On ne doit pourtant pas tirer de conclusions hâtives de ce redressement apparemment inégal car si les exportations guinéennes, en dépit de quelques hésitations, montrent de 1946 à 1955 une croissance relativement tendue, la Côte d'Ivoire enregistre par contre de 1950 à 1956 une stabilisation de ses ventes puis même de 1950 à 1954 un sensible repli. La bonne tenue d'ensemble des exportations guinéennes dans les dix années qui suivent la guerre est donc à souligner. Elle illustre bien le dynamisme du territoire et son aptitude à tirer profit des difficultés rencontrées à l'époque par ses rivaux immédiats.

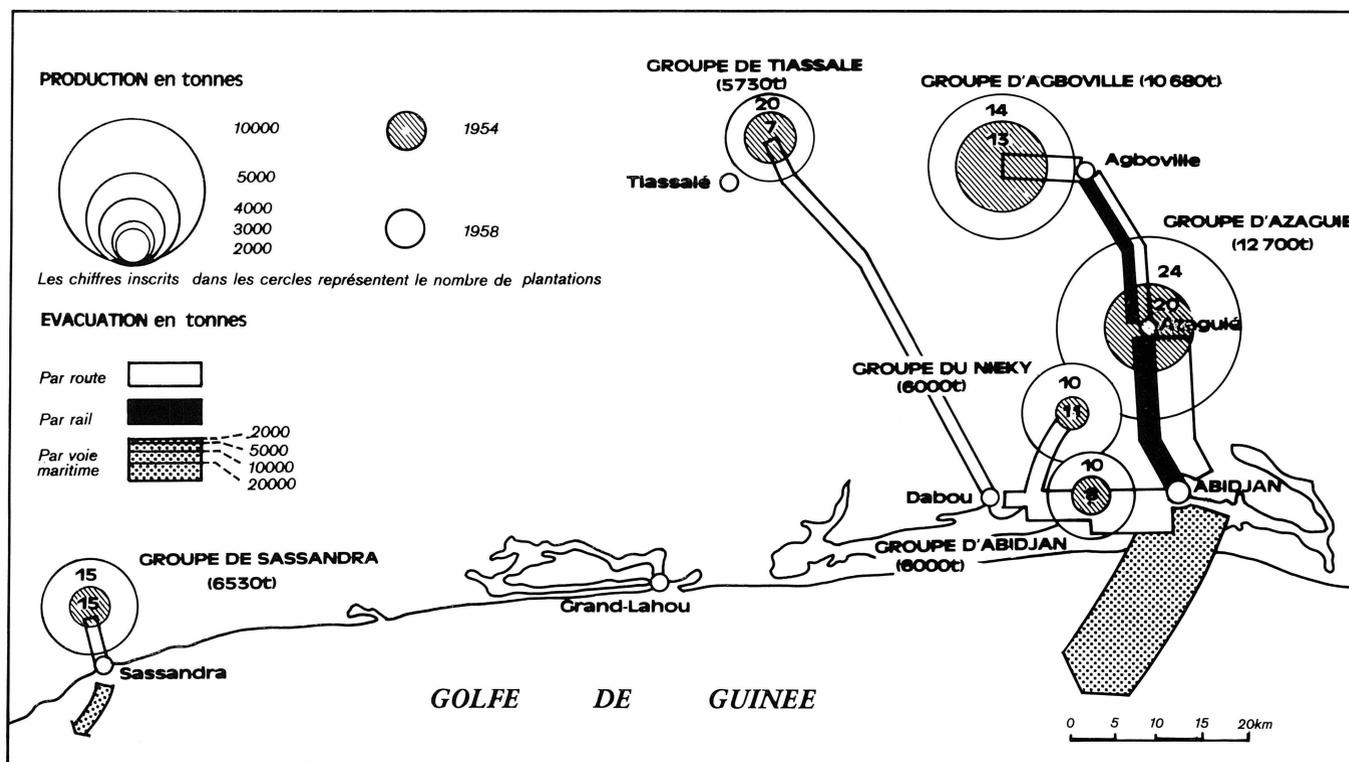
La Guadeloupe et la Martinique plus que la Côte d'Ivoire ou le Cameroun oriental sont en effet dès le début ses concurrents les plus dangereux. Leur affrontement commercial les contraint même peu avant la guerre à un effort de concertation afin de rationaliser d'un commun accord la desserte du marché français en établissant un partage en zone d'influence qui ne sera mis en question qu'avec la fin des années 1950 et l'effacement de la Guinée. Or la première moitié de cette décennie est justement pour les Antilles une période critique en raison de l'extrême gravité des

attaques de la Cercosporiose. La stabilisation des apports de la zone américaine a cependant pour effet d'éloigner la menace de surproduction apparue avec le rétablissement général des cultures, et l'état de sous-alimentation dans lequel se trouve bientôt le marché français est l'occasion pour la Guinée de multiplier les plantations partout au moins où le Cercospora se faisait le moins virulent.

La Côte d'Ivoire, comme la région des Rivières du Sud, était en effet à l'époque vigoureusement affectée par cette maladie alors que l'on parvenait encore, dans tout le Nord de la zone bananière guinéenne, à mieux supporter le fléau en raison d'une pluviométrie globalement moins forte et d'une sécheresse saisonnière accentuée qui, entravant son développement, facilitait incontestablement la résistance. De ce fait tandis que la Guinée voit ses surfaces plantées passer de 1.600-1.800 hectares en 1948 à 4.000-4.500 hectares en 1956-1957, la bananeraie ivoirienne se stabilise au contraire entre 1.000 et 1.400 hectares. Et pourtant c'est dans cette médiocre conjoncture que devaient être prises ici certaines des initiatives les plus déterminantes pour l'avenir. Au moment où l'effort d'équipement du territoire améliorerait très sensiblement les moyens de transport et d'exportation des fruits (le port en lagune d'Abidjan est accessible aux navires dès 1951, les axes routiers Tiassalé-Abidjan et Adzopé-Abidjan sont bitumés dès 1954), se développait en effet de 1951 à 1954 le changement de la variété cultivée, et l'on mettait en place en 1953 une organisation professionnelle solide, la COBAFRUIT, qui devait être bientôt pour les producteurs de la zone franc, le modèle à imiter. On ne pouvait évidemment pas alors prévoir ce qui allait en résulter mais le mal de Sigatoka ayant été rapidement contrôlé par l'application quasi-immédiate des techniques de lutte mises au point par l'IFAC aux Antilles, toutes les conditions étaient en fait réunies vers le milieu des années 1950 pour un nouveau départ. Il s'esquisse dès 1957 au moment même où l'exportation guinéenne donne ses premiers signes de faiblesse, se confirme les années suivantes à mesure que s'effondre le vieux leader dont on égale en 1962 les meilleurs résultats récents (près de 100.000 tonnes en 1956-57), et culmine vers 1965 aux environs de 130.000 tonnes alors que l'on n'avait chargé que 27.000 tonnes dix ans plus tôt (figure 38).

Le succès de la Côte d'Ivoire n'a d'égal assurément que l'ampleur du repli de la production guinéenne, car le destin de ces deux territoires est jusqu'au bout étroitement lié. Au moment en effet où le trafic fruitier retrouve à Abidjan un certain dynamisme, prélude encore incertain à l'étonnante croissance des années ultérieures, le port de Conakry connaît au contraire un sensible ralentissement d'activité qui prendra avec la décision du gouvernement guinéen de refuser l'association proposée par la France l'allure d'une véritable déroute. Mais la simultanéité de ces évolutions exactement inverses est telle qu'on ne peut s'empêcher d'établir une relation étroite entre les deux phénomènes.

FIGURE 38 - Production et exportation des bananes de la Côte d'Ivoire en 1958.



D'après République de la Côte d'Ivoire, ministère des travaux publics, étude géographique des moyens de transport en Côte d'Ivoire 'Situation économique en 1959 (sous la direction de J. Tricart)

En réalité, bien avant que ne soit consommée la rupture politique, la situation avait semblé à beaucoup de planteurs guinéens suffisamment problématique pour qu'ils aient été tentés de précéder l'événement et de déplacer par précaution le gros de leurs activités, quand ils en avaient les moyens, vers des régions plus favorables. La décolonisation offrant en Côte d'Ivoire des perspectives plus rassurantes, ils avaient donc souvent préféré assurer leur avenir en transférant vers ce territoire tout ou partie de leurs investissements. L'initiative spectaculaire du Président SEKOU TOURE ne fut donc assurément une surprise que pour ceux qui n'avaient pas prévu cette évolution ou n'avaient pas été en mesure de réaliser cette reconversion. On comprend en tout cas que ce soudain afflux de capitaux et d'initiatives ajoutant opportunément ses effets au dynamisme local ait été en Côte d'Ivoire l'occasion de l'extraordinaire expansion des cultures et de l'exportation que nous avons déjà soulignée.

Les événements de 1958 mirent ainsi un terme brutal à la longue prépondérance que la Guinée avait exercée sur le marché français, et en dépit des efforts que l'on fit pour tenter de se trouver de nouveaux débouchés en Union soviétique ou dans les Démocraties Populaires européennes,

la production fruitière du territoire ne se relèvera pas de la perte de sa clientèle privilégiée. Le pays connaît en effet à partir de là une évolution très semblable, toutes proportions gardées, à celle de la Jamaïque dans l'immédiat après-guerre puisqu'après avoir fondé son économie sur l'exportation de quelques denrées agricoles, il s'orienta de plus en plus désormais vers la valorisation de son potentiel minier. Le déclin de ses activités bananières n'aura donc pour conséquence que d'accentuer une évolution déjà bien amorcée. Banane et café qui constituaient ainsi avant l'indépendance 60 p. 100 de la valeur des exportations, ne sont plus qu'à 27 p. 100 dès 1966, et le premier de ces produits qui représentait encore en 1964 8 p. 100 des expéditions tombe à 2,5 p. 100 seulement en 1972.

Le cycle colonial de la production bananière dans les pays de la COA (Côte Occidentale d'Afrique) s'achève donc avec la fin des années 1950. Il est définitivement clos pour la Guinée en 1960 quand elle effectue ses dernières exportations vers des ports français. Le sursaut de la production ivoirienne ouvre en effet une autre période sur laquelle nous reviendrons plus tard.

*Les deux Cameroun ou l'aventure africaine de la Gros Michel (1925-1970).*

Parmi tous les producteurs africains de bananes, les deux Cameroun font assurément figure d'exception. Ayant choisi curieusement la variété américaine et développé en conséquence les techniques originales qui lui sont associées, ils s'individualisent en effet dans un ensemble géographique où l'influence canarienne et les habitudes de consommation qu'elle a contribué à modeler, incitent longtemps à privilégier la culture du bananier Nain. Ils sont ainsi un foyer de non-conformisme dont la puissance de rayonnement restera cependant assez limitée si l'on met à part quelques brefs moments de l'immédiat après-guerre où à l'instigation et avec le soutien de Fyffes apparaîtront un certain nombre de centres de production mineurs de la Gros Michel, en Gold-Coast et dans l'île de Fernando-Poo notamment. La présence dans ces territoires d'une entreprise commerciale dominante assurant à chaque époque la totalité des expéditions et contribuant de ce fait puissamment à la prospérité régionale est une autre originalité en même temps qu'un facteur supplémentaire de fragilité. Que cet intermédiaire en effet choisisse pour une raison ou une autre de se retirer et c'est comme on l'a constaté en Colombie, le risque des plus graves perturbations. On en fera ici aussi l'expérience quand Elders and Fyffes décidera justement au début des années 1960 d'interrompre toutes ses activités au Cameroun occidental. La production bananière commerciale de ce territoire déjà, il est vrai, en position difficile, aura bien du mal à s'en relever.

L'histoire de la spéculation fruitière dans ce domaine géographique est au demeurant parfaitement originale. Colonie allemande de 1884 à 1914, le Cameroun est occupé dès le début de la première guerre mondiale par les Français et les Britanniques puis partagé par une décision de la Société des Nations et confié sous mandat à la gestion des vainqueurs déjà solidement établis à ses frontières. La partie orientale du pays, la plus vaste, échut ainsi à la France, tandis que les Anglais recevaient à l'Ouest tout le secteur environnant le Mont Cameroun où la colonisation allemande avait concentré depuis le début du siècle le gros de ses efforts. C'est là notamment, dans la plaine de Tiko, que la «Afrikanische Frucht Compagnie» (AFC) avait établi peu avant 1914 d'importantes plantations bananières. Elle était même sur le point d'y lancer l'exportation des fruits frais avec les deux petits navires qu'elle avait spécialement fait construire à cette fin, quand l'éclatement du conflit l'avait amené à différer l'expérience jusqu'à des lendemains meilleurs.

L'issue de la guerre ne permettra donc pas à la AFC de concrétiser ses projets. Non seulement elle avait perdu avec la défaite les premiers éléments de sa flotte bananière transférés à la Grande Bretagne au titre des réparations, mais elle se voyait aussi confisquer par les vainqueurs la totalité des biens qu'elle avait au Cameroun. Le retour de la paix ne permit donc pas une reprise de la production fruitière avant que le gouvernement britannique se soit

prononcé sur le sort définitif des exploitations mises sous séquestre et administrées en attendant par le «Custodian of enemy properties». Alors que dans tout l'Est du pays passé sous contrôle français, le problème avait été vite réglé par la vente des terres concernées à des intérêts essentiellement nationaux, il semble au contraire que la Grande Bretagne ait été assez embarrassée par l'ampleur du problème dans la zone dont elle avait la responsabilité (on y trouvait en fait la masse principale des terres en litige), et qu'elle n'ait pas eu en tout cas le souci de régler hâtivement cette irritante question devant les sollicitations pressantes des anciens propriétaires. On avait certes couramment pris l'initiative de lancer une adjudication publique, mais le résultat devait se révéler si décevant que l'opération avait été en conséquence promptement annulée. Il faudra donc encore attendre deux années pour que la mise en vente soit à nouveau décidée et menée cette fois à terme. On avait cependant admis entre temps que puissent être levées toutes les restrictions qui pesaient jusque-là sur la nationalité des acheteurs éventuels, et c'est ainsi qu'à Londres en 1924 la plupart des anciens propriétaires purent rentrer en possession de leurs biens pour un prix d'ailleurs souvent inférieur à celui qui avait été auparavant proposé. Les planteurs allemands, rétablis dans leurs droits, purent ainsi reprendre leurs activités agricoles et relancer notamment la spéculation fruitière à peine abordée une dizaine d'années plus tôt. Les premiers navires spécialisés de la société Laeisz ne feront cependant ici leur apparition qu'au début de la décennie suivante et c'est sur les cargos de la Woermann Linie que seront effectuées les premières expéditions sous la forme essentiellement de fruits séchés.

L'arrivée des premiers frigorifiques mit donc fin pour cette société à un intéressant trafic. Il lui fallut donc alors pour dégager un fret équivalent chercher d'autres fournisseurs qu'elle trouva assez logiquement dans le Cameroun francophone. Elle eut de ce fait une part importante à la création des premières plantations dans cette partie du territoire, mais il faudra attendre en réalité les années 1934-1935 et la mise en place de structure de commercialisation plus satisfaisantes, pour que l'exportation bananière prenne ici son plein essor. L'intervention de la «Compagnie des Bananes», la décision de la Compagnie des Chargeurs Réunis et de la société Fabre-Fraissinet d'étendre leurs opérations au Cameroun oriental invitaient évidemment à pousser une culture dont les succès contemporains dans la région de Tiko ou en Guinée étaient suivis avec intérêt. Le développement des plantations en fut vivement stimulé jusqu'à la guerre.

Etant donné que les deux parties du territoire se trouvent par la force des choses desservir dès l'origine des marchés différents, il paraît indispensable de les étudier séparément tout en soulignant chemin faisant la parenté des évolutions qu'ils réalisent. Il convient pourtant avant d'insister sur la spécificité de ces destins parallèles, de prendre conscience malgré tout de la remarquable réussite économique qu'ils représentent ensemble. On constatera en effet que selon les données statistiques réunies par ARIES et CADILLAT (1944), ils avaient dépassé dès 1937

les 80.000 tonnes soit déjà 55 p. 100 de plus que les réalisations contemporaines du couple Guinée-Côte d'Ivoire, mais aussi 17 p. 100 de moins seulement que les Canaries qui n'étaient pas alors, il est vrai, au mieux de leurs performances. Il n'était donc pas impossible d'imaginer au terme de la décennie que dans la logique des premiers résultats constatés le Cameroun était en train de s'imposer comme l'une des principales zones de production péri-africaines.

L'interruption des liaisons maritimes ruinera certes peu après tous les espoirs mais on doit au moins reconnaître que jusqu'à la fin des années 1950, c'est ici que se localisera malgré tout le principal foyer d'exportation fruitière au Sud du Sahara.

#### ● La production bananière commerciale au Cameroun occidental (1925-1970).

A peine les planteurs étaient-ils rentrés en possession de leurs biens que le Cameroun britannique reprit ses exportations. Dès 1925 les statistiques allemandes témoignent du rétablissement des liens avec la «mère-patrie» et de la rapide croissance des expéditions : une trentaine de tonnes en 1926, plus de 100 tonnes en 1928, un millier de tonnes en 1930, 15.000 tonnes en 1932, 21.000 tonnes en 1934, 51.000 tonnes en 1937. Dès le début des années 1930 en effet la mise en service de cargos frigorifiques de mieux en mieux adaptés à l'état de la production et du marché, assure l'écoulement de la récolte dans d'excellentes conditions, et l'on sait habilement jouer de toutes les potentialités de la situation dans laquelle est placée le territoire.

Le gros des fruits gagne l'Allemagne où la production camerounaise sait bénéficier d'un préjugé favorable ; mais on profite également d'une appartenance récente à l'Empire britannique pour placer en Grande Bretagne d'éventuels excédents. 92 p. 100 des exportations en 1934, 90 p. 100 en 1937 se font à destination de Hambourg, mais 4 à 5.000 tonnes en année moyenne sont également écoulées entre ces deux dates en Angleterre où l'on a pu s'assurer la fidélité de quelques intermédiaires. Les résultats obtenus étaient donc à la veille de la seconde guerre mondiale tout à fait encourageants puisque parti de très bas (moins de 1 p. 100 des importations allemandes en 1930), on avait atteint en 1938 28 p. 100 et dépassé semble-t-il dès 1935 les apports canariens pourtant en nette reprise.

Les planteurs pouvaient donc se féliciter légitimement de l'issue de leurs entreprises et témoigner sans réserve de leur adhésion au régime hitlérien qui avait par ailleurs su imposer son autorité à la United Fruit, leur principal concurrent, et l'amener à modérer ses ambitions allemandes. S. BEDERMAN nous rappelle en effet avec quel enthousiasme on avait au Cameroun accueilli la nouvelle de l'Anschluss, en mars 1938, et comment à cette occasion on avait vu flotter dans le centre de Victoria le drapeau à croix gammée. Nul sans doute n'avait encore osé imaginer que la montée de la tension internationale en Europe déboucherait

si vite sur la guerre et que celle-ci pourrait être fatale à la présence allemande en Afrique, sous la forme au moins qu'elle avait prise au Cameroun occidental.

A nouveau dépossédés de leurs biens mis aussitôt sous séquestre, les planteurs ne devaient en effet jamais avoir l'occasion de revendiquer ultérieurement le rétablissement dans leurs droits. Deux mesures importantes prises successivement en 1946 pour couper court à toute réclamation de leur part, avaient tranché par anticipation le problème en décidant tout d'abord le rachat des terres allemandes par le gouvernement de la Nigeria à laquelle était administrativement rattaché le territoire, puis en instituant un organisme nouveau, la «Cameroons Development Corporation» (CDC) qui devait dès l'année suivante prendre en charge l'ensemble des biens confisqués et assurer leur exploitation au mieux des intérêts de la collectivité camerounaise toute entière. On devait cependant prendre très vite conscience que l'on avait en l'occurrence agi avec trop de hâte et que l'Institution que l'on venait de créer était en fait incapable d'accomplir les tâches très lourdes qui lui étaient assignées. Le financement de ses opérations n'avait même pas été prévu. La CDC manquait aussi à l'époque de la plupart des moyens nécessaires à la remise en culture des quelques 20.000 hectares qu'elle s'était vue confier, qu'il s'agisse du personnel d'encadrement compétent, des éléments d'information nécessaires à toute action sérieuse ou du matériel neuf indispensable à l'efficacité de son intervention.

On dut même dans les premiers temps faire appel dans ces conditions aux anciens exploitants pour qu'ils aident à la remise en état de leurs cultures. Mais si après une courte expérience, on préféra reconcer à ce palliatif, ce fut en fait pour abandonner purement et simplement l'idée de relancer la production agricole spéculative sur d'importants espaces primitivement défrichés et plantés. Avec le temps cependant on parvint à surmonter les principaux handicaps de la situation, à réunir en particulier les compétences et les équipements qui avaient souvent fait si cruellement défaut les premières années. La CDC put ainsi répondre de mieux en mieux à ce que l'on attendait d'elle bien qu'elle ait été constamment gênée par la faiblesse de ses possibilités financières et la charge de l'endettement qu'elle avait dû s'imposer, ou le poids des taxes et droits auxquels elle restait soumise. Il est vrai qu'elle avait pu tirer profit d'une conjoncture bananière favorable et qu'elle avait opportunément trouvé dans la production fruitière le moyen de s'assurer les importantes rentrées d'argent frais dont elle avait le plus urgent besoin.

Assurée par le contrat qu'elle avait passé avec Elders and Fyffes de l'écoulement de sa production, la CDC avait fait à la banane dans les premières années de son existence une place essentielle. Elle représentait déjà en 1950 à peu près 63 p. 100 de son chiffre d'affaire et approcha même en 1953-1954 le niveau record des 80 p. 100 ! Elle occupait à l'époque près de 10.000 hectares et livrait en moyenne à l'exportation un peu moins de quatre millions de régimes

chaque année soit approximativement 53 à 54.000 tonnes de fruits. La situation évolue ensuite assez rapidement. Il apparaît en effet évident à partir de la seconde moitié des années 1950 que la CDC n'accorde plus à ce fruit un rôle aussi exclusif. Elle est encore le principal exportateur du territoire mais l'importance de ses cultures bananières s'amenuise peu à peu puisqu'elle n'a plus que 5.000 hectares en rapport dès 1960 et qu'elle tombe même en dessous du millier d'hectares vers 1965-1966 (tableau 51).

Le moindre intérêt économique d'une production qui, à partir du milieu des années 1950 se trouve affrontée en Grande Bretagne à la concurrence des variétés nouvelles exportées de plus en plus par les îles antillaises, sur tous les autres marchés accessibles par l'arrivée massive des fruits équatoriens, nous permet de comprendre la raison fondamentale de cette évolution régressive. Mais il faut également faire la part des difficultés propres à la bananeraie camerounaise affrontée à l'époque aux maux les plus divers et contrainte en conséquence à une attitude défensive de plus en plus coûteuse. C'est d'abord, vers 1953, l'apparition de la maladie dite du «bout de cigare» dont la parade ne sera trouvée que l'année suivante, puis surtout le développement du mal de Panama qui avait semble-t-il contraint la CDC à abandonner vers 1955 quelques 5.000 hectares, auquel la Cercosporiose contre laquelle on n'a pas de moyen de défense pleinement efficace avant 1957, vient ajouter malencontreusement ses ravages.

Si l'on ajoute à cela les pertes dues au vent qui périodiquement décime les bananeraies, détruisant par exemple dans la seule année 1953 1,9 million de régimes réels ou potentiels, et les perspectives incertaines de l'exportation depuis la réunification de 1961 qui laissait prévoir à temps rapproché la fin des avantages commerciaux consentis par la Grande Bretagne, on comprendra que la CDC ait été incitée à prendre peu à peu ses distances à l'égard d'une production à laquelle elle avait sans doute accordé jusque-là une importance excessive. C'est pourquoi elle fut au contraire amenée dans la seconde moitié des années 1950

à rechercher avec le développement de la culture de l'hévéa, du palmier à huile et du théier, la plus large diversification de ses activités productives. Le bananier ne sera pas pour autant abandonné, mais il n'aura sans doute plus la place de tout premier plan qu'on lui avait accordée dans l'immédiat après-guerre. On s'intéressera également à partir de cette époque à l'exploitation du bois.

Il n'est donc pas étonnant que la part de CDC dans les exportations fruitières du territoire ait progressivement décliné à travers l'ensemble des années 1950. En effet tandis que cet important organisme modifie par étapes ses orientations agricoles, on assiste simultanément au rapide essor des cultures bananières en milieu indigène dans le cadre coopératif spécialement mis en place pour orchestrer le mouvement. La production régionale parvient dans ces conditions à se maintenir malgré la retraite amorcée par son principal animateur, et les exportations à se stabiliser autour de 80.000 tonnes entre 1957 et 1962 une fois surmonté le fléchissement des années 1955-1956 imputable aux difficultés de la culture. On avait en effet songé dès le début de la décennie semble-t-il à promouvoir la spéculation bananière dans les régions d'agriculture traditionnelle, mais loin d'encourager l'initiative, la CDC s'était au contraire attachée apparemment à freiner le mouvement en mettant en avant l'argument de la qualité et les risques que l'on courait ainsi de multiplier les foyers du mal de Panama. C'est donc d'abord en grande partie contre elle que se multiplient à partir de 1952 les plantations paysannes sous l'impulsion surtout de la «Bakwerie Cooperative Union of Farmers Ltd» (BCUF) qui, l'année de sa création, n'avait expédié que quelques milliers de régimes mais en avait livré à elle seule, en 1958, à Fyffes 1.350.000.

L'ethnie Bakwerie, familiarisée dès l'époque allemande avec cette production, avait jusque-là livré ses fruits à CDC qui les écoulait en même temps que sa propre récolte. Elle s'émancipait ainsi brutalement et s'imposait en exemple, incitant les petits producteurs à adhérer à la coopérative qu'elle avait créée ou à prendre ailleurs des initiatives

TABLEAU 51 - Activités bananières de la Cameroons Development Corporation (1948-1969).

	Surfaces (ha)			Exportations (t. métr.)	
	en production	plantation et replantation	total	bananes séchées	bananes fraîches
1948	?	?	?	189	37.500
1951	7.308	998	8.306	13	44.000
1954	8.989	1.147	10.136	22	53.585
1957	6.845	811	7.656	64	54.370
1960	4.232	790	5.022	-	35.155
1963	1.903	401	2.304	-	24.874
1966	948	181	1.129	-	12.203
1969	848	231	*1.079	-	15.798

Source : Rapports annuels de la société.

\* : Soit 502 à MOLYKO, 333 à TIKO, 244 à EKONA. Le déclin des surfaces en bananiers se poursuit dans les premières années 70 mais se ralentit nettement. On était aux environs de 900 ha en 1975 (COURADE, Atlas régional du Cameroun).

de même type. Le mouvement s'épanouit ainsi rapidement dans la seconde moitié des années 1950. Il gagne en particulier plus au Nord la région de Kumba où naît vers la fin de la décennie une autre grande fédération nationale, la «Kumba Federation of Cooperative Produce Marketing Societies», et connaît son ultime sursaut en 1967 avec la formation de la «Progressive Farmer's Produce Enterprises». C'est pourquoi on constate à partir de 1952-53 une nette progression de la part de la production paysanne dans les exportations du territoire qui finira même, en 1960 par constituer 51 p. 100 des expéditions totales (43,5 p. 100 pour la seule BCUF) contre 41 p. 100 pour CDC, 5,4 p. 100 pour divers producteurs indépendants et 3 p. 100 pour Fyffes.

Le début des années 1960 se signale en effet ici par un très net ralentissement des chargements puisque rien que dans les trois premières années de la décennie, les quantités expédiées par CDC et les Coopératives chutent respectivement de 29 et de 43 p. 100, tandis que par ailleurs la part des divers indépendants ne se réduit que de 6,6 p. 100 seulement. Le très sensible développement des opérations de Fyffes (2.300 tonnes exportées en 1960 ; 6.400 en 1963) ne suffit donc pas à atténuer cet inquiétant dérapage. C'est que par un fâcheux concours de circonstances, au moment même où le Cameroun occidental se trouvait contraint d'envisager à son tour le changement de la variété cultivée et l'intensification de ses méthodes de production puis l'adoption de l'emballage de carton, il avait dû aussi sacrifier à la réunification des deux territoires, les avantages douaniers que lui avait valu trente ans d'appartenance au Commonwealth. Or le marché britannique était encore au moment de la reconstitution officielle de l'ancien Cameroun (septembre 1963), le débouché quasi-exclusif de sa province anglophone. On s'explique dans ces conditions l'effondrement de la production et de l'exportation bananière qui caractérise l'ensemble de la décennie, malgré l'apparition à partir de 1966 d'un petit courant d'échange orienté vers la partie francophone du pays affrontée à des difficultés analogues et incapable d'assumer à l'époque ses propres engagements commerciaux.

Car la régression est rapide. Les chargements au port de Tiko tombent en effet de 38,6 p. 100 entre 1960 et 1964 puis de 52,2 p. 100 encore de 1964 à 1966. On comprend dans ces conditions qu'après quelques efforts pour tenter de maintenir les rapports avec la Grande Bretagne ou nouer de nouvelles relations avec l'Italie, la société Fyffes ait été amenée en désespoir de cause courant 1966 à déclarer forfait. Mais la situation de l'économie bananière était alors suffisamment dégradée, malgré la décision prise à peu près à même date de rétrocéder à la zone anglophone une partie du quota accordé par la France aux planteurs du Mungo, pour que la défection de l'unique exportateur traditionnel puisse être considéré comme un facteur déterminant de la déroute de la production régionale. Avec 13.350 tonnes expédiées seulement en 1970, la grande zone bananière de l'ancien Cameroun britannique n'était plus de toute évidence, au terme d'une décennie catastro-

phique, que l'ombre d'elle-même.

#### ● La production bananière commerciale au Cameroun francophone (1932-1968).

Les débuts de l'exportation au Cameroun oriental sont par comparaison des plus modestes puisque après n'avoir chargé en 1932 qu'une vingtaine de tonnes, on n'atteignait pas encore en 1934 le seuil des 2.000 tonnes. La faiblesse des moyens de transport maritimes disponibles, la médiocrité des aménagements portuaires dans l'estuaire du Wouri, l'éloignement extrême pour l'époque des centres de consommation, expliquent en grande partie ces maigres résultats.

Dès 1934 cependant la géographie de la culture apparaît fixée dans ses lignes essentielles et déjà se dessine, au Nord du fleuve, le long du chemin de fer, la grande zone de production actuelle du Mungo. 62 p. 100 des plantations, 520 hectares sur les 840 que représentent à l'époque l'ensemble des cultures bananières à finalité commerciale du territoire, sont en effet concentrés à cet endroit contre 17,5 p. 100 pour la région de Douala où l'extension des bananeraies est entravée par le manque d'espace à coloniser, 8,5 p. 100 pour les environs d'Edea, et le reste réparti entre diverses localisations mineures (Kribi, N'Kam, etc.). La mise en chantier en 1934 du quai de Bonaberi, l'apparition dans le secteur, vers 1935, des navires spécialisés de la Compagnie des Chargeurs Réunis ou des Armements Fabre et Fraissinet, ne pourront que conforter rapidement la prépondérance d'un secteur de production où la culture fruitière se trouvait bénéficier de solides atouts.

Alors que les bananeraies du Cameroun britannique gagnant les plateaux de Molyko-Ekona et au-delà la région de Tombel, tendaient en fait à s'éparpiller avec le temps en foyers de production autonomes le long de l'axe routier Victoria-Tombel assurant la collecte des fruits pour l'exportation, les plantations se groupent précocement en zone française de part et d'autre de la voie ferrée Bonaberi-N'Kongsamba sur une bande assez étroite (à peu près 60 km sur 20), entre M'Banga au Sud et Mandjo au Nord. Elles forment ainsi un ensemble assez compact qui fait avec la relative dispersion de la zone bananière voisine, un évident contraste.

On remarquera sans doute que l'éclatement de l'espace planté que l'on observe au Cameroun occidental est en réalité pour l'essentiel un phénomène tardif puisque contemporain de la grande extension des cultures indigènes dans les années 1950, mais on doit tout de même constater que dans le domaine francophone la même volonté de développement de la production africaine ne parviendra au contraire jamais à modifier sérieusement la concentration géographique des bananeraies commerciales. Il est vrai que les conditions naturelles étaient dans ce cas plus contraignantes tant au point de vue géomorphologique (un fossé tectonique) que pédologique ou climatique. La présence de bons sols volcaniques, jeunes, incitait en effet à

## PLANCHE 20

### La bananeraie camerounaise

**Phot. 1.** Plantation à Muea (Victoria).

*(Cliché P. Barrère, CEGET)*



**Phot. 2.** Un aspect de la station de l'IRFA à Nyombe (Mungo).

*(Cliché G. Lasserre, CEGET)*

**Phot. 3.** Scène de la récolte de la banane dans le Mungo Central.

*(Cliché G. Lasserre, CEGET)*



rassembler les cultures entre M'Banga et Mandjo et la dégradation du milieu climatique vers l'aval, où apparaissait une sécheresse marquée, comme vers l'amont où s'imposait une nébulosité excessive, avait rapidement dissuadé de dépasser ces deux centres. Le souci de garder le plus étroit contact avec la voie ferrée puis la route qui la double aujourd'hui, eut un effet analogue comme d'ailleurs à l'Ouest la proximité de la frontière qui imposait évidemment une stricte limite à l'expansion des cultures dans cette direction.

C'est à peu près au centre de la zone ainsi définie, entre Nyombé et Penja, que se rassemblent traditionnellement les plantations les plus importantes et les plus productives. C'est là en particulier que vient, en 1935, s'établir la Compagnie des Bananes, qui sans être à proprement parler à l'origine du développement de la production fruitière, saura au moins stimuler l'élan des défricheurs et tirer le meilleur avantage de cet effort de mise en valeur. Elle ne s'attachera pas en effet à établir ses propres plantations, mais cherchera plutôt à amener les producteurs à lui confier leurs fruits sur une base contractuelle assez classique. Elle est cependant dès cette époque plus qu'un simple intermédiaire commercial puisque selon les termes du contrat d'association qu'elle proposait, elle garantissait au producteur une participation aux résultats bons ou mauvais de l'opération. Intéressé à l'entreprise, il devenait un partenaire plus qu'un simple fournisseur, et les conditions du développement de la culture bananière dans le Mungo en furent évidemment singulièrement améliorées.

Ainsi J. LECOQ (1972) rapporte qu'en 1939 les achats de la Compagnie étaient conclus sur la base de 400 francs la tonne FOB Bonabéri, mais que dans le cas où, en France, le prix de vente des fruits dépassait ce niveau forfaitaire, on ristournait au planteur la moitié de la différence. Juste contre-partie, si la liquidation des comptes faisait apparaître un éventuel déficit, les pertes étaient assumées à égalité. Autre exemple de cette collaboration pour le meilleur et pour le pire, quand, à même époque, la convergence pendant les mois d'hiver des fruits camerounais et guinéens sur le marché français créait de sérieux risques de mévente, on procédait unilatéralement à une réduction volontaire des chargements. Les régimes expédiés étaient encore payés sur les bases habituelles tandis que les planteurs ne recevaient pour les fruits contractuellement livrés mais non exportés qu'une partie de leur contre-valeur.

Il s'agissait ainsi de discipliner l'activité des producteurs en leur faisant partager les risques du commerce, et d'atténuer pour tout le monde les aléas de la phase de lancement d'une entreprise qui devait, à la veille de la guerre, compter en France avec une concurrence de plus en plus sévère. Il n'est pas sûr cependant que les planteurs aient toujours apprécié un système commercial qui leur avait été imposé et dont la Compagnie des Bananes était assurément la première bénéficiaire. C'est pourquoi sitôt la reprise des échanges, en 1946, à une époque où la forte expansion de la demande rendait moins sensibles les risques d'engor-

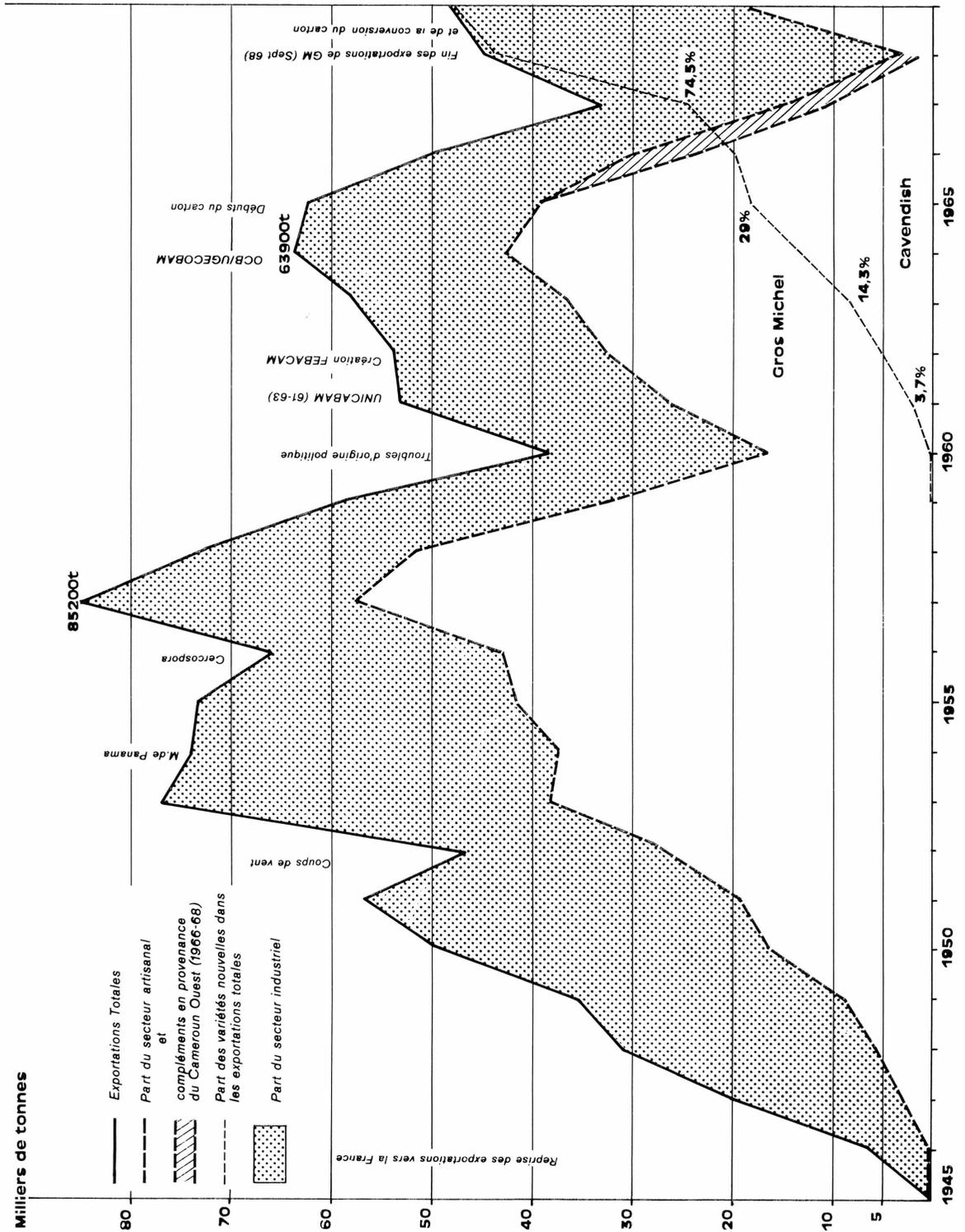
gement du marché, on préféra d'un commun accord abandonner les termes trop contraignants de l'ancien contrat au profit d'un système plus simple de vente à la commission. Le producteur y perdait sans doute l'assurance d'un prix d'achat garanti, mais il avait au moins en contre-partie la possibilité de pouvoir tirer un meilleur parti des périodes les plus favorables du marché, tandis que la Compagnie des Bananes, assurée d'un approvisionnement régulier, pouvait désormais concentrer ses interventions sur le seul secteur commercial. Tout le monde trouvait donc avantage à une formule de vente aussi vieille que le commerce bananier lui-même, mais qui ne se généralise ainsi en France qu'avec l'immédiat après-guerre.

A peine cependant les exportations étaient-elles parvenues, en 1938-1939, à dépasser les 25.000 tonnes au terme d'une expansion dans l'ensemble rapide (plus 800 p. 100 de 1934 à 1936, plus 60 p. 100 de 1936 à 1939), que la guerre venait brutalement mettre un terme à l'élan des défricheurs dans la région du Mungo. S'ouvre dans ces conditions une période délicate pour les planteurs jusqu'à ce que dans le courant de 1941 soit enfin mis en place avec l'aide de la Grande Bretagne un ensemble de mesures financières ayant pour but de freiner le mouvement d'abandon des bananeraies. Mais les moyens de transport maritimes restaient rares et les fruits durent être en général détruits sitôt récoltés, une fois satisfaits les besoins de la consommation locale. On ne put cependant pas empêcher la fatigue et le vieillissement du réseau ferroviaire et du matériel roulant, un problème qui ne révélera toute sa gravité que lorsqu'il sera à nouveau possible d'exporter vers l'Europe.

Qui plus est, en septembre 1943, la non-reconduction de l'Accord franco-britannique devait mettre soudain la production camerounaise en position critique. C'est dans ces conditions que l'on fut amené à lancer, à Penja, la fabrication des bananes séchées, que l'on s'orienta également vers la distillation aux fins d'obtenir l'alcool à 90° utilisé sur les plantations d'hévéas pour la coagulation du latex en l'absence d'acide formique. De la même façon, à l'instigation des autorités administratives, on tenta de lancer la culture de la ramie, une plante textile. L'expérience sera sans doute très vite abandonnée mais, note J. LECOQ, on eut ensuite bien du mal à éliminer ce végétal devenu sans intérêt dans toute la zone, un millier d'hectares, où l'on avait cru bon de l'introduire. Mais la phase de flottement qui avait justifié ces tentatives fut en réalité assez brève. Très vite en effet, dès 1946, l'exportation des fruits avait repris et l'on put, en deux années seulement retrouver, dépasser même, les meilleurs résultats obtenus à la veille de la guerre.

Le rétablissement des liaisons maritimes fut aussi l'occasion de nouveaux développements de la culture. En effet, au moment même où l'IFAC récemment constitué établissait ici une base de recherche importante pour l'avenir de l'économie régionale, une décision politique devait, dès la fin de 1946, contribuer à bouleverser les données de cette

FIGURE 39 - Evolution des exportations du Cameroun francophone (1945-1968).



production en incitant à la promotion de cette culture dans la paysannerie traditionnelle restée jusque-là à l'écart de cette activité. Ainsi se constitue peu à peu dans l'immédiat après-guerre un secteur de production dit «artisanal» qui, après n'avoir réalisé en 1947 que 14 p. 100 des charge-ments (ce qui était déjà remarquable vu le peu de temps dont on avait disposé), devait dès 1952 effectuer à lui seul un peu plus de 50 p. 100 des ventes et assurer même à partir de 1958 (mais pendant un temps très court) 70 p. 100 des exportations du territoire. C'était là un résultat d'autant plus intéressant qu'après un maximum d'activité en 1951 puis en 1953 où l'on avait à chaque fois expédié 36 à 38.000 tonnes de bananes, la tendance du secteur dit «industriel» était au contraire à un certain déclin comme le montre éloquemment la figure 39 inspirée des travaux de M. EKOLLO MOUNDI.

Toute l'évolution de la spéculation bananière dans le département du Mungo depuis 1950 résulte donc du comportement différent de ces deux secteurs de production géographiquement associés, et des réactions parfois contradictoires des agents économiques qu'ils rassemblent ; les uns refusant notamment d'étendre à l'excès leurs cultures afin de rentabiliser au mieux le capital investi ; les autres ne voyant souvent dans cette production qu'une activité peu exigeante mais susceptible à l'occasion de permettre pour un travail relativement limité, des rentrées d'argent frais importantes. En résultent les amples variations du secteur artisanal et son effondrement final quand l'intensification des techniques agricoles deviendra un impératif absolu, et les fluctuations apparemment plus raisonnables du secteur «moderne» où les variations de la récolte d'une année à l'autre se marquent en général plus nettement que l'évolution dans le long terme des tonnages livrés à l'exportation. La tendance générale est peut-être la même puisqu'elle traduit en fait l'état d'une conjoncture commerciale plus ou moins favorable à la production camerounaise dans son ensemble ; mais elle ne doit pas nous amener pour autant à négliger la variété des comportements au sein d'une profession de toute évidence hétérogène.

Le contraste est en effet assez brutal entre, d'une part un petit nombre de grandes ou de très grandes entreprises ayant pour 70 p. 100 d'entre elles la centaine d'hectares au moins, disposant de moyens financiers satisfaisants, maîtrisant bien les techniques de production, très au courant du marché et de ses exigences, et, de l'autre, un grand nombre de petites affaires n'ayant pas pour 50 p. 100 d'entre elles les deux hectares, dispersant leurs efforts sur plusieurs cultures, vivant au jour le jour et s'obstinant en général à ne voir dans la banane qu'une spéculation facile, parfois rémunératrice. On comprend dans ces conditions les problèmes d'adaptation de la bananeraie camerounaise quand elle devra se résigner dans le courant des années 1960, à renouveler globalement ses méthodes de travail dans la logique d'une évolution mondiale à laquelle nombre de planteurs, surtout les plus modestes, ne s'étaient évidemment pas préparés.

Alors que le petit planteur guinéen ou ivoirien cultivant la variété canarienne avant de se porter vers la Grande Naine ou la Poyo, avait eu le temps de se familiariser avec les exigences d'une production délicate et de prendre notamment conscience de l'intérêt d'entourer la plante d'un minimum de soins, le paysan camerounais habitué à la Gros Michel et manquant d'élément de référence même s'il lui arrivait de se faire embaucher sur les grandes exploitations du secteur industriel, était ainsi moins que tout autre préparé à intensifier ses modes de production à l'occasion d'un changement variétal imposé de l'extérieur qui venait soudain bousculer toutes ses habitudes. Sans doute devant l'insuffisance des structures d'encadrement existantes, s'efforça-t-on aussitôt de rassembler en six grandes coopératives (COOPLABAM, UNICOOPRODICAM, UNICABAM, Union Bananière du Mungo, UCAPC) les multiples organismes qui s'étaient ici multipliés depuis 1949, et de les regrouper en 1962 dans la FEBACAM (Fédération Bananière Camerounaise) puis en 1964 dans l'UGECOBAM (Union Générale des Coopératives Bananières du Mungo) qui coiffait également les trois SOBACO fédérant le secteur industriel ; mais la réaction fut apparemment trop tardive et l'on ne put éviter le pire comme le montre l'effondrement du secteur artisanal entre 1965 et 1968 succédant, il est vrai, au bref sursaut de la période 1961-1964.

Si l'on considère maintenant de plus près l'évolution de la production fruitière depuis la guerre, on constatera qu'à l'exception de quelques accidents majeurs à l'origine de replis souvent brutaux de l'exportation (en 1952, de 1954 à 1956 ; entre 1957 et 1964 surtout), elle se partage assez exactement dans la période considérée en deux grandes phases de durée approximativement égale : la première, de 1946 à 1957 montre une croissance assez régulière des ventes en Europe ; la seconde, de 1958 à 1967 révèle en dépit de fortes fluctuations une tendance au déclin qui, d'abord modérée, s'aggrave nettement à partir de 1965. On remarquera cependant que cette évolution valable pour l'ensemble de l'économie bananière camerounaise résulte en fait de comportements bien différents selon le groupe de producteurs envisagé (tableau 52).

Ainsi, tandis que les exportations du secteur industriel enregistrent après le maximum de 1953 un lent mouvement de repli auquel le mal de Panama (apparu en 1954 dans la région de M'Banga) eut une part essentielle, on remarque un spectaculaire développement de la production indigène qui permet finalement au territoire, malgré l'accident de 1952 et les graves difficultés de la période 1954-1956, de réaliser ses meilleures performances historiques en exportant cette année-là un peu plus de 85.000 tonnes. C'est alors en effet qu'en dépit des remarquables résultats constatés dans la lutte contre la cercosporiose, la généralisation du mal de Panama puis les troubles qui accompagnent ici l'indépendance, devaient en deux ans seulement (1958-1960) faire chuter de plus de 50 p. 100 le total des charge-ments.

Cependant à l'encontre de ce que l'on avait constaté

TABLEAU 52 - L'évolution des exportations du Cameroun oriental (1946-1967) (en tonnes)  
d'après A. EKOLLO MOUNDI (1971).

	plantations industrielles	plantations artisanales	TOTAL exporté	% secteur ind.	% secteur art.
1946	6.900	300	7.200	95.8	4.2
1949	26.300	8.800	35.100	75.0	25.0
1952	22.900	26.900	48.800	42.5	57.5
1955	31.800	41.600	73.400	43.4	56.6
1958	21.700	51.700	73.400	29.6	70.4
1961	26.900	26.300	53.200	50.6	49.4
1964	21.500	42.400	63.900	33.6	66.4
1967	19.300	14.000	33.300	58.0	42.0

A partir de 1964-65, le déclin du secteur artisanal est atténué par les entrées de fruits du Cameroun occidental ; il est donc difficile d'apprécier son poids réel.

en Guinée quelques années plus tôt, le relâchement des liens politiques entre le Cameroun et la France, n'eut aucun effet dommageable en matière commerciale puisque l'arbitrage De Gaulle de 1962 fixant les nouvelles règles de fonctionnement du marché devait finalement confirmer au pays l'essentiel de ses droits acquis. C'est pourquoi de 1960 à 1964 alors que le secteur industriel libéré de la menace du mal de Sigatoka consent enfin à pousser la reconversion variétale et que s'achève la restructuration professionnelle amorcée quelques années plus tôt avec la création de l'Organisation Camerounaise de la Banane (OCB), la courbe des expéditions connaît une reprise aussi remarquable (plus 67 p. 100). En 1965 quand, dans ces conditions, on se décide enfin à introduire ici le conditionnement en carton, la Gros Michel ne constituait déjà plus que 70 p. 100 des chargements, soit la contribution contemporaine du secteur dit artisanal aux exportations nationales.

Assuré de ses débouchés, ayant écarté successivement les principaux obstacles qui s'opposaient au développement de sa production, le Cameroun pouvait donc espérer légitimement retrouver à terme rapproché le niveau d'activité qu'il avait atteint dans les dernières années 1950, à la veille de son émancipation. Et pourtant alors que le dynamisme retrouvé des plantations industrielles lui permet dès 1968 de généraliser les nouveaux emballages et d'achever pratiquement sa conversion à la Poyo, c'est dans un climat de catastrophe que s'achève la décennie en raison de l'effondrement brutal des livraisons de la production indigène d'où résulte, en deux ans seulement, une chute de 45 p. 100 des tonnages exportés : 60.000 tonnes en 1965 ; 33.000 tonnes en 1967. Ainsi, avec cinq années de retard sur l'ancien Cameroun britannique, la zone bananière du

Mungo se trouvait-elle entraînée dans un même déclin dramatique bien qu'elle n'ait été cette fois à aucun moment menacée dans ses intérêts commerciaux. Il est ainsi évident que seule l'ampleur et la soudaineté de la mutation imposée à l'ensemble de la Profession à partir de 1965 est ici responsable de l'accident constaté. Le redressement des ventes dans les cinq années qui suivent en est la preuve la plus évidente.

Parler à propos du Cameroun, globalement envisagé, d'un «cycle colonial» pourra donc paraître quelque peu excessif puisque dans la partie orientale du territoire au moins l'évolution politique n'introduit pas de changement réel et que c'est en fait l'image de continuité plus que de rupture qui vient à l'esprit dans ce cas. Mieux vaudrait donc sans doute parler d'un «cycle camerounais de la Gros Michel» puisque la véritable discontinuité est ici le renouvellement variétal. On ne peut cependant négliger l'importance historique du changement introduit dans ce pays par la reconnaissance de son indépendance politique et la fin d'une partition vieille d'un demi-siècle ; et les conséquences de cet événement sur un secteur d'activité né pratiquement avec celle-ci : à l'Ouest, où il met pratiquement fin aux étroites relations tissées avec l'Empire britannique ; à l'Est, où il détermine de nouvelles attitudes à l'égard de cette production et amène les autorités locales à un engagement de plus en plus direct en ce domaine.

Avec la mise en place, à la fin de 1964, de l'OCB s'ouvre en effet pour la bananeraie camerounaise une nouvelle page de son histoire.

à suivre.